

INDUQIE

hebdomadaire d'action communiste

FRANCO ASSASSIN!



...POMPIDOU COMPLICE!

Trente cinq ans ! Trente cinq longues années que grince le garrot de la dictature franquiste ! Trente cinq, comme autant de tours de vis !

Grimau fusillé en 62. Granados et Delgado étranglés en 63. Aujourd'hui Puig Antich. Et tous ceux, plus obscurément assassinés à la sauvette dans les commissariats, sur la frontière. Et tous ceux, comme Izko et ses camarades qui, arrachés à l'exécution, croupissent dans les geôles.

L'administration franquiste a eu tout le temps d'accumuler une sinistre expérience. Pour déjouer les mobilisations et les ripostes, elle a appris à multiplier les diversions, les ordres et les contre-ordres, les procès annoncés et décommandés pour conclure lâchement, à l'aube d'un samedi... Ajoutant ainsi la torture morale à la torture physique.

Méprisable et révoltante, cette cruauté froide, cette haine remâchée, cette terreur blanche qui s'éternise.

Assez, trop de crimes franquistes. Oui. Mais le temps n'est plus de l'Espagne en quarantaine. Le temps n'est plus où l'anti-franquisme restait la bonne conscience des démocrates et des libéraux, aussi prompts à s'indigner qu'ils l'avaient été jadis à trahir et abandonner la révolution espagnole.

Aujourd'hui, Pompidou peut, en toute tranquillité, se déclarer partisan de l'entrée de l'Espagne dans le marché commun. Aujourd'hui, le gouvernement français se livre avec son partenaire franquiste à un fructueux négoce d'armement : Mirages, chars AMX, sous-marins de chasse. Aujourd'hui, les forces armées françaises et espagnoles se livrent régulièrement à des manœuvres communes contre un « ennemi intérieur » qui, semble-t-il, ignore les frontières... Aujourd'hui, les polices française et espagnole travaillent main dans la main selon la direction générale de la police elle-même qui déclare avoir été, lors du procès de Burgos, « en contact quotidien avec la direction générale de la police espagnole » et avoir « exploité tous les renseignements recueillis et échangés entre les deux armées ».

Et pourquoi Pompidou n'aurait-il pas un faible pour Franco, alors qu'il recueille à bras ouverts et héberge l'ambassadeur fasciste de Pinochet !

Tous ces gens tremblent devant leur classe ouvrière. Franco jadis a cru régler durablement le problème, par une sorte de solution finale. Pourtant, la bourgeoisie, dans sa course aux profits, rebâtit des usines, tond et presse les travailleurs vaincus. Et, inexorablement, le mouvement ouvrier renaît de ses cendres. Franco l'apprend aujourd'hui. Pinochet n'aura, par le massacre, obtenu qu'un bref répit.

En Italie, en Angleterre, en France, derrière les crises et les ravalements ministériels, la bourgeoisie renforce ses armées et polices de guerre civile. La démocratie parlementaire fait place à la solution bâtarde de l'Etat fort.

Les mailles des complots, petits et grands, se tissent. Les maniaques et les sadiques rêvent d'étranges stades garnis d'un public silencieux. Les fils d'écoute indiscrets se croisent et s'enchevêtrent. En Italie où Pinelli, cet autre anarchiste, fut assassiné dans un commissariat, où son camarade Valpreda fut mutilé par un emprisonnement arbitraire, d'inquiétantes et vagues rumeurs viennent parfois des casernes. En Angleterre, c'est une loi médiévale qui permet au gouvernement de traquer les piquets de grève.

L'assassinat de Puig Antich, c'est une défaite. Un précédent. Qu'il soit accepté, encaissé en silence, comme un mauvais coup qu'il faudra rendre un jour et c'est un nouveau pas franchi dans le discret engrenage de l'accoutumance. De l'habitude qui commence avec la présence régulière et massive des uniformes au coin des rues.

Bagarres au Quartier Latin. Explosion ici. Incendie là. Et, pour un cocktail Molotov anonyme, la police se permet de perquisitionner à Caen au domicile de 24 militants révolutionnaires, en pleine grève de la Saviem ! Des équipes de sportifs qui n'ont rien d'amateurs sillonnent le Quartier Latin et ratonnent sans préférence l'Arabe, le Portugais et l'Africain ! Catastrophe aérienne et la presse pourrie, France-Soir et Le Parisien, dénoncent sur cinq colonnes à la une l'attentat, gauchiste évidemment. Le démenti, s'il vient un jour, passera en entrefilet, alors que ces « une » tapageuses sont affichées à plusieurs milliers d'exemplaires sur les kiosques de Paris.

Derrière l'assassinat de Puig Antich, il y a tout cela. La menace contre le mouvement ouvrier dans son ensemble, à commencer par les militants révolutionnaires. C'est pourquoi il faut mobiliser, alerter, dresser le réquisitoire, non seulement du franquisme criminel, mais de toutes les bourgeoisies complices. C'est pourquoi il faut développer la résistance ouvrière, l'auto-défense, la solidarité. A ce jour, le gouvernement Messmer n'a pas encore osé envoyer sa police contre les travailleurs de la Saviem ou ceux des banques, comme il l'avait fait lâchement à Lip un 14 août. S'il temporise et recule, c'est devant le danger de provoquer un réflexe de solidarité ouvrière. Déjà, certaines entreprises de Caen ont déposé un préavis de grève en cas d'occupation de la Saviem. Cet exemple doit être repris. Et non celui de la grève d'Hurel-Dubois, cité par L'Humanité qui s'émerveille du sang-froid des grévistes face à l'intervention policière, sang-froid qui « en impose même aux chefs des CRS, lesquels durent consentir une demi-heure de délai pour que chaque ouvrier puisse ranger ses affaires ».

Au nom de la dignité et du sang-froid, contre « toute provocation », on commence par accepter, on finit par se résigner. L'assassinat d'Antich est-il une provocation ? Dans un sens oui : une provocation contre l'ensemble du mouvement ouvrier. Et face à une telle provocation, la dignité ne consiste pas à se taire et à remettre à plus tard le règlement des comptes.

MARCELLIN LE ROI DECHU...

Raymond Marcellin ne fêtera donc jamais le 6ème anniversaire de son entrée au ministère de l'Intérieur, qui avait eu lieu le 31 mai 68. La voilà ministre de l'Agriculture, comme un vulgaire Guichard, ou un quelconque ministre de la IVème République... C'est pourtant lui qui, en décembre — il y a moins d'un trimestre — s'était écrié lors d'une crise de rage homérique à l'Assemblée nationale : « Vous ne m'aurez pas ! Je continuerai à lutter avec ténacité sans me laisser, sans me laisser intimider et je ferai que la sécurité de l'Etat soit assurée... ! »

Mais « ils » l'ont eu, les ingrats. Ils ont oublié tout ce qu'il avait fait pour « eux » : la dissolution de plusieurs groupes gauchistes (dont la JCR), douze jours seulement après son arrivée en fonction, celles ensuite de la Gauche prolétarienne, de la Ligue communiste, de quatre organisations autonomistes... ; la création d'une police « plus nombreuse, plus mobile, mieux équipée » qui, pour la 1ère fois en janvier 1974, dépasse les 100.000 hommes ; le développement des activités « politiques » de cette police, des brigades d'intervention à l'échelle massif des cars de CRS, du développement des RG à la création du « bureau de lutte contre les groupements extrémistes violents », la restructuration de la police et le renforcement de son assujettissement au pouvoir, etc. En cinq ans, Raymond Marcellin avait plus bouleversé le corps policier que ne l'avait fait les vingt années précédentes. Marcellin tout seul ? Bien évidemment non, mais un ministre de l'Intérieur imprime toujours sa politique sur la politique répressive du pouvoir. En ce sens, il devint un symbole et c'est ce qu'était devenu le maire de Vannes : le symbole de l'ordre à tout prix maintenu.

Mais il était devenu aussi, au fil des derniers mois, le ministre des exactions policières, des mutineries policières, des corruptions de flics, des écoutes, des compromissions, le symbole des libertés rognées un peu trop ouvertement, un peu trop cyniquement.

Il est donc parti rejoindre l'agriculture. Le symbole « scandaleux » l'a emporté sur le symbole « ordre », au risque, ce faisant, d'accorder un semblant de victoire à tous ceux qui avaient fait de Marcellin le bouc émissaire de leur haine de l'Etat policier. Et le pouvoir n'a pas dû accorder de gaité de cœur pareille victoire, aussi relative soit-elle. Les luttes intenses d'une majorité sans perspectives sont plus profondes et plus bouleversantes qu'il n'y paraît souvent à l'extérieur : Marcellin a été écarté à un poste « promotionnel », il n'a pas été chassé et l'hypothèse n'en était guère vraisemblable : on ne reste pas cinq ans ministre des flics sans devenir un peu flic des ministres. Et cela fait peur à beaucoup, qui auraient voulu plus et ne l'ont pas obtenu.

Pour nous, le déplacement de Marcellin est un signe de plus des contradictions du régime et de son impossibilité à les résoudre. Chirac, homme d'affaires, plus qu'homme d'Etat, vaut-il mieux ? Nous ne prendrons qu'un seul pari : avec la même police, intronisé dans la même impasse, pourra-t-il suivre une autre politique ?

M.L.A.C

Le MLAC appelle à une marche nationale le 6 avril à l'occasion du débat parlementaire pour exiger l'avortement et la contraception libres et remboursés par la Sécurité Sociale et demande à toutes les organisations démocratiques et ouvrières et à celles qui se reconnaissent dans les objectifs de la charte du MLAC à soutenir cette initiative.

Collectif National de campagne du MLAC réuni le 24-2-74 à Paris

Je désire prendre contact avec Rouge

Rouge
hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

ARGENT :
A L'ORDRE
DE ROUGE
CCP: 25043 88
PARIS

Directeur de publication :
Henri Weber
Les articles signés n'engagent
pas nécessairement le point
de vue de la Rédaction.

tarif des abonnements

| | pour | la france | l'étranger |
|----------|----------|-----------|------------|
| | sous pli | ouvert | fermé |
| un an | 90 | 150 | 110 |
| six mois | 45 | 75 | 55 |
| | | | 180 |
| | | | 90 |

par avion: écrire à ROUGE
Seules les demandes d'abonnement
accompagnées de leur règlement im-
médiate sont prises en considération.
Pour tout changement d'adresse, join-
dre 1fr.50 et la dernière bande.

Impression : SAIE Moriamé
61, faubourg Poissonnière - Paris (9)

SOUTENEZ « ROUGE »

abonnez-vous

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....



SERVICE D'ACTION CIVIQUE

Date : 24 MAI 1968
 Ordre de mission : 783
 Origine : FM/DR
 Destinataires : Chefs de groupe
 (Badges et cartes bleues)
 Utilisation : immédiate en cas
 de clash et sur
 ordre Paris.

NE PAS DONNER DE DETAILS AUX
 SUJETS REGROUPES.

Véhicules autorisés : 1009

DIFFUSION RESTREINTE
 ex. n. 1009

EN CAS D'INCIDENT DURANT L'OPERATION
 CONTACTER IMMEDIATEMENT LE N°

42 55 84 MARSEILLE

A REGROUPER STADE VELODROME :

| | | | |
|----|--------------|-----------------|--------------|
| RR | PIERRE | RUE PALQUE | MARSEILLE 06 |
| RE | GILBERT | RUE DE ROME | MARSEILLE 06 |
| RE | HUGUES | RUE REPUBLIQUE | MARSEILLE 02 |
| RE | MICHEL | RUE PEYSSONNEL | MARSEILLE 03 |
| RE | JULES | RUE JOLIETTE | MARSEILLE 02 |
| RO | HENRI | BLD ST JULIEN | MARSEILLE 12 |
| RO | JEAN JACQUES | BLD CHAVE | MARSEILLE 05 |
| RU | EMILE | BLD SAINT ANDRE | MARSEILLE 13 |
| SA | RAPHAEL | BLD SAINT JUST | MARSEILLE 08 |
| SA | GILBERT | RUE REPUBLIQUE | MARSEILLE 02 |

A REGROUPER STADE DE L'HUVEAUME :

| | | | |
|----|-----------|---------------|--------------|
| SA | GEORGES | AV DU PRADO | MARSEILLE 08 |
| SA | HENRI | RUE H TASSO | MARSEILLE 02 |
| SA | PAUL | RUE PAVILLON | MARSEILLE 01 |
| SE | ANTHONY | PROM CORNICHE | MARSEILLE 07 |
| TR | SAUVEUR | RUE ST PIERRE | MARSEILLE 05 |
| TR | CLAUDE | AV CHARTREUX | MARSEILLE 04 |
| TR | JEAN JACQ | RUE MONASTERE | MARSEILLE 04 |
| TR | CHARLES | BLVD MICHELET | MARSEILLE 09 |
| UG | BERTRAND | BLVD ATHENES | MARSEILLE 01 |
| UG | CLAUDE | BLVD LIBERARI | MARSEILLE 01 |

Origine listes : Direction Surveillance Territ
 Vérifications : EFFECTUEES

A RESTITUER PERSONNELLEMENT A G.K EN CAS DE

NON-UTILISATION - IMPERATIF !



Et les listes leur étaient fournies par les fichiers de la DST où sont « centralisés » tous les militants et sympathisants de gauche et d'extrême-gauche. Pour la liaison, un officier de police principal était détaché en permanence auprès des membres du SAC. Pour la protection, ceux-ci bénéficiaient, au moins, de trois fusils mitrailleurs défendant leur local. Et nous pouvons dire, sans risque aucun de nous tromper que les mêmes dispositions étaient prises dans toutes les villes de France.

Nous pouvons même rajouter, sans plus de risques d'erreurs que le dispositif s'est amélioré en 6 ans. Les services parallèles (qu'on se rappelle l'ETEC) ont leurs propres fichiers, la DST a complété ses dossiers, la police et la gendarmerie les leurs et l'armée vient de se mettre sur les rangs. L'ordinateur central et centralisateur n'est pas loin... Quant aux troupes officieuses de la réaction, SAC, CDR, CFT, milices patronales, elles ont crû en proportion et rallié à elles les débris de l'OAS. De plus en plus ouvertement, le pouvoir a montré sa détermination à lutter pour que « ne se reproduisent pas les événements de mai 68 ».

Les révélations sur le SAC de Marseille concrétisent parfaitement la première phase du « plan de répression » dont nous avons souvent parlé dans Rouge et dont les dispositions particulières sont enfermées dans les coffres-forts de toutes les préfectures : « regroupement et isolement des gens considérés comme dangereux ». En voici l'image exacte.

Il n'y a qu'à en dire de plus. Répéter que la France n'est pas le Chili ne suffit pas. Trop de gens ici, sont prêts à faire la démonstration du contraire, trop de gens organisés, armés, protégés, quand ils ne sont pas le pouvoir lui-même, sont prêts à nous convoquer dans des stades. Mais ils ont encore du chemin à parcourir avant cela, et nous pouvons faire que ce chemin soit semé d'embûches. Ou, tout simplement, une voie sans issue. Mais il faut faire vite.

F.L.

le stade ultime de la répression ?

SERVICE
 ACTION
 CIVIQUE

84, rue Nau
 MARSEILLE (V°)

ORDRE DE MISSION n° 783

Le porteur du présent ordre de mission est un agent matriculé sous le n° du SERVICE D'ACTION CIVIQUE.

Il est accompagné pour cette mission des militants :

[Redacted names]

composant son groupe.

Dès réception de l'ordre, il devra regrouper les sujets figurant sur la liste annexe dans les enceintes prévues à cet effet et rendre compte immédiatement de l'exécution de l'opération, effectuée sous sa responsabilité.

CONSIGNES IMPERATIVES : Ne pas donner de détails aux sujets regroupés. Eviter les brutalités inutiles. Présenter l'internement comme une mesure passagère. Saisir les documents intéressants et ne les remettre personnellement.

IMPORTANT : en cas d'accrochage avec les forces de police, NE PAS SE LAISSER DESARMER ET TELEPHONER IMMEDIATEMENT A LA PERMANENCE.

Véhicules autorisés : [Redacted]
 Armement autorisé : Thompson matr. [Redacted]
 ACP [Redacted]

Marseille, le 24 Mai 1968

Le Chef du Service d'Action Civique :

ORDRE DE MISSION A RESTITUER EN CAS DE NON UTILISATION - IMPERATIF !

[Signature]
CONFIDENTIEL



Le quotidien « Libération » publie depuis deux semaines une série de révélations sur les polices parallèles et le pouvoir. Ces révélations sont, à notre connaissance, les plus importantes et les plus révélatrices qui aient jamais été faites en ce domaine. Et c'est précisément pour cela que la grande presse et la radio gouvernementale n'ont pas daigné les faire connaître à leurs lecteurs et auditeurs : parce que ces révélations mettent à nu le visage réel du pouvoir que la presse et la radio s'ingénient, jour après jour à cacher à la masse des travailleurs.

Le document photographié ci-contre en est la pièce maîtresse. Il émane de la DST (service officiel de contre-espionnage) en direction du SAC (police parallèle officieuse du gaullisme). Il date du 24 mai 1968 (le lendemain du jour où 100.000 travailleurs, lycéens, étudiants, traversèrent un Paris déserté de ses ministres et où la Bourse flamba) : le jour où il sembla en France, que le pouvoir était à prendre et où de Gaulle, dans un premier temps sembla choisir la voie de la répression. Il précise qu'en cas de clash, sur ordre de Paris, les suspects suivants doivent être conduits dans les stades untel et untel...

Tout simplement. En 1974, après la Grèce et surtout le Chili, la notion de « regroupement dans les stades » a pris une sinistre signification et donne froid dans le dos. Mais en 68, l'idée était déjà plus qu'une idée : un plan. A Marseille, par exemple, douze chefs de groupe dotés de 4 listes chacun devaient s'emparer de 820 personnes. Ces chefs de groupe étaient des membres du SAC, pour la plupart truands notoires, comme leur chef Gérard Kappé (G.K.) ou anciens mili-

A BORDEAUX...

A Bordeaux aussi, le SAC montre aujourd'hui ses culottes sales. Son responsable est M. Cabot commissaire principal, qui est en liaison directe et permanente avec M. Lassabe commissaire de la DST et le colonel Franck, chef de la CRS No 14, (celle qui a « fait » Gay-Lussac en 68 et Lip en 73). Mais tout ne va pas bien entre les différents membres du service parallèle.

L'un d'eux, journaliste vient de démissionner publiquement et explique dans sa lettre ouverte aux dirigeants du SAC et de l'UDR :

« Mes installations d'écoute radio (non autorisées mais d'une incontestable utilité publique et en service depuis onze années) ont été saisies... »

puis :
 « 2-Que les amis en question avaient tous les moyens de me faire incorporer dans les cadres de réserve de la Protection civile comme spécialiste en télécommunications... et qu'il n'ont rien fait pour cela. (...)

« 4-Que M. Pierre Debizet (patron du SAC: NDLR) très au courant de l'aide importante apportée aux services officiels sur le plan des transmissions, etc... »

Les raisons de la démission de Dupuy sont secondaires. Ce qu'il révèle involontairement dans sa lettre ne l'est pas : Gérard Kappé, chef du SAC à Marseille, avait lui aussi des moyens : sur son usine de Villeurbanne il y a une antenne radio de 52 mètres de hauteur.

Mardi 26 : c'est la réouverture de
les revendications. Très vite le prob
posé. Après le meeting du lende
poussées par les travailleurs, doivent
réponse à la possibilité de lock-out.
CGT est d'accord. Position de la CGT
majorité pour l'occupation, encourage

La réponse de la direction n'a pas
tardé : le lock-out. On entre donc
dans la phase de l'occupation.
Sept délégués syndicaux sont assignés
devant le tribunal. Ordre est donné
d'évacuer l'usine sous peine
d'intervention policière.

GREVE ACTIVE OU DEFENSIVE CONTRE LE LOCK-OUT ?

Malgré la combativité, la lutte n'avance
pas. Tous les matins ont lieu des meetings
ou prennent la parole des responsables
syndicaux sans que des moyens de
relancer l'action soient proposés aux
travailleurs.

Depuis le début de l'occupation une
ambiguïté reste qui contribue à la
démobilisation : les travailleurs
occupent-ils pour en finir avec le lock-out
ou pour obtenir la satisfaction de leurs
revendications ? La CGT comme la
CFDT jouent de cette ambiguïté pour
éviter de relancer l'action. Alors que de
nombreux travailleurs considèrent qu'ils



Foto 101b



Elio Kagan

hausser le ton!

« Hausser le ton », c'est la formule de Krasucki dans la « Vie Ouvrière » du 27 février : un appel public à durcir les luttes revendicatives. Et pourtant, tout se passe comme si pour mettre en pratique ces exhortations vibrantes, la direction de la CGT était gênée aux entournures par deux difficultés simultanées : la dureté patronale qui rend difficile une opération « grève responsable et victorieuse menée par la CGT » et l'existence d'une avant-garde ouvrière active capable de s'appuyer sur la combativité générale des travailleurs pour déborder le cadre de sa stratégie réformiste.

Rateau, Olivetti, La Saviem, le Crédit Lyonnais. Autant de noms qui marquent profondément l'actualité des luttes sociales. Autant de problèmes tactiques épineux pour les dirigeants de la CGT.

RATEAU : UN EXEMPLE ?

Elles n'ont pas manqué les déclarations des dirigeants de la CGT sur l'enjeu national de la lutte chez Rateau. Et cet enjeu est effectivement réel dans la bataille générale sur l'emploi. Derrière la lutte de Rateau, il y a 3000 emplois supprimés entre octobre 1972 et juin 1973 dans 32 entreprises de la Seine-Saint-Denis, il y a les 119.000 chômeurs de la région parisienne. Cette bataille, les dirigeants de la CGT ont voulu profiter du rapport de forces dont ils disposaient sur le terrain (7 cellules du PCF dans la boîte, municipalité PCF, etc.) pour en faire une démonstration de la justesse du « syndicalisme responsable » une opération anti-Lip.

Ce parti pris sectaire on le voit dans les déclarations et les actes tendant à séparer le bon grain de l'ivraie, les « grèves responsables » des « grèves gauchistes » : grévistes d'Olivetti ou de Lip, venus apporter leur solidarité et accueillis comme des chiens dans un jeu de quilles au stade de St Ouen...

Et c'est leur propre ligne réformiste qui les conduit à tergiverser, à hésiter à lancer les seules perspectives capables de faire aboutir cette lutte : l'élargissement à l'échelle du département et surtout du trust.

Le résultat de cette politique de demi-mesures face à la dureté du bloc CGE, c'est l'échec retentissant du rassemblement départemental dans le stade de St Ouen. Si cette ligne continue, elle risque bel et bien de mettre le grève en difficulté. Il suffit de voir quelle est l'arrogance d'Ambroise Roux pour s'en rendre compte.

UN PRINTEMPS ANTICIPE

En vérité, il règne un curieux mélange

dans les articles de la « Vie Ouvrière » et de « l'Humanité » : les exhortations fracassantes (« la meilleure défense... c'est l'attaque ») alternent avec une avalanche de mise en garde et de dénonciations.

Certes, le « printemps social » a été avancé de quelques semaines. La VO relève que la liste des conflits serait trop longue à énumérer. Et c'est un fait qu'il existe une combativité réelle. Mais les formes qu'elle prend ont de quoi inquiéter les bureaucrates : les occupations d'usines se sont multipliées, y compris comme à la Saviem, contre l'avis des responsables CGT. La volonté des grévistes de prendre leurs affaires en main, de faire eux-mêmes collectivement une grève vivante, en refusant de lutter par bureaucrates interposés, on la sent à Olivetti dans le fourmillement des commissions et surtout dans l'organisation exemplaire de la démocratie ouvrière au Crédit Lyonnais.

Cette classe ouvrière-là inquiète les bureaucrates qui ne la reconnaissent plus et flairent sous chaque forme de lutte un peu hardie l'odeur sulfureuse du gauchisme.

A Saviem, on envoie Albeher soi-même sur le terrain et il convoque des réunions CGT pendant les assemblées générales !

Au Crédit Lyonnais on s'évertue à placer en tête de manifestation grosse sonne et grandes banderoles CGT pour essayer de donner l'impression de diriger le mouvement. Autour d'Olivetti, on essaie de construire un petit mur de calomnies pour casser la solidarité ouvrière.

UNE VOIE ETROITE

La marge de manœuvre des bureaucrates est étroite. Face aux revendications ouvrières ce qui se dresse, c'est un bloc patronat-gouvernement fermement décidés à faire payer aux travailleurs les frais de la crise. Ils ne s'en cachent pas d'ailleurs ! Le journal de Giscard « Les Informations » écrit par exemple :

« Ce plan d'austérité repose sur une hypothèse (acceptée par le gouvernement et le patronat) : qu'il soit effectivement

possible de stopper même provisoirement la progression du pouvoir d'achat. La France n'a pas l'habitude de ces sortes d'expériences. La dernière fois qu'elle s'y est livrée, c'était juste avant 68. Mais les temps ont changé. L'idée qu'il faudra payer d'une façon ou d'une autre les conséquences de la crise est généralement admise (...). En France, le monde du travail acceptera-t-il de maintenir la trêve pendant la durée de ce semestre d'observation ? Cela n'a rien d'impossible. » (Editorial du 18-2-74)

C'est pourquoi, si les dirigeants de la CGT savent qu'ils ont besoin aujourd'hui de l'existence d'une mobilisation ouvrière pour répondre à la crise économique, ils savent aussi que toute mobilisation d'envergure nationale risque de les confronter à l'appareil d'Etat.

Aussi n'offrent-ils en l'absence de toute échéance électorale aucune perspective centrale dans le privé à la combativité ouvrière, se contentant dans la fonction publique de propositions dérisoires : à l'heure qu'il est rien d'autre n'est encore prévu pour le 14 mars qu'une journée de manifestations sans débrayage. Avec une rencontre intersyndicale le lendemain pour discuter de la suite des événements... Est-ce le prix de l'unité avec FO ?

La seule réponse cohérente aux attaques patronales, c'est pourtant la centralisation des mobilisations ouvrières. On ne répond pas en ordre dispersé à un plan global de la bourgeoisie :

- dans la Fonction publique : grève partout le 14 mars et assemblées générales pour discuter de la poursuite du mouvement le lendemain

- coordination systématique des luttes sur l'emploi et les salaires à l'échelle de la région et du trust.

C'est seulement de cette façon qu'on créera les conditions d'un mouvement général contre le chômage et la hausse des prix, sur des mots d'ordre capables d'unifier l'ensemble de la classe ouvrière :

- 1500 francs minimum, 200 francs pour tous, échelle mobile

- 35 heures par semaine sans diminution de salaire.

Le 6-2-74 F.L.

e round

L'usine sans que rien ne soit réglé sur le front d'un nouveau lock-out se trouve un matin, les directions syndicales, organisent un vote sur l'occupation en position de la CFDT : occupation, si la : non ! Mais le vote donnera une large part de nouveaux débrayages.

... sont en grève, ils ont voté pour une occupation contre le lock-out : les bulletins imprimés ne laissent pas d'autre choix.

La CGT s'était engagée à tout faire pour que l'occupation soit un succès. Elle se démène beaucoup pour la levée du lock-out, mais peu pour renforcer l'occupation. Digne, responsable CGT, le dit clairement : « Il s'agit d'obtenir la levée du lock-out et l'ouverture de négociations. Le retour à une situation normale passe par la table des négociations » (le 1er mars au meeting). Toute son activité se borne à filtrer les entrées pour empêcher la pénétration d'« éléments extérieurs », et à faire traîner les négociations entre organisations syndicales sur le soutien. Les responsables CGT, soutenus par des permanents descendus pour l'occasion, restent soigneusement enfermés dans leur local syndical. Plusieurs fois ils ont organisé des AG de syndiqués CGT à Colombelles, en dehors de l'usine pendant les meetings quotidiens ! Le premier à recevoir l'huissier, Digne, lui a répondu



Foto 101b

qu'il était prêt à lever l'occupation pourvu qu'il garde l'usage des locaux syndicaux : il était prêt à « faire un geste ».

La CFDT, malgré des positions publiques plus gauches, malgré le fait qu'elle prenne en charge un minimum de popularisation se retrouve toujours sur les positions de la CGT au nom de l'unité syndicale nécessaire. Selon les moments, elle met l'accent sur la levée du lock-out, ou bien sur les revendications.

Pourtant à l'extérieur des possibilités de développer un rapport de force favorable existent. Le soutien de la grève pourrait être important : à la Radiotechnique, CGT et CFDT se sont affirmées prêtes à soutenir la Saviem par tous les moyens. La CFDT de la SMN (5000 ouvriers) a déposé un préavis de grève en cas d'intervention policière. L'usine Moulinex de Caen a débrayé mardi pour 200 F d'augmentation uniforme.

Une importante manifestation ouvrière de soutien pourrait être organisée. Mais la CGT, qui veut une manifestation « programme commun » jette des exclusives sur l'extrême-gauche, et la CFDT n'a encore fait d'appel à aucune manifestation. De fait la lutte est dans une situation d'attente depuis une semaine, bloquée par la direction de la CGT qui se borne à répéter que les travailleurs veulent travailler, et alors que la CFDT est incapable de la relancer, alors que jamais dans les meetings, les travailleurs n'ont la possibilité de discuter les positions qui sont avancées par les deux centrales.

LE COMITE DE SOUTIEN

Le soutien extérieur à l'entreprise est en grande partie le fait du comité de soutien où se retrouvent Rouge, Révolution ! Front Rouge, Gauche marxiste, APL, ASF et GAM. Il a pris en charge la popularisation sur les entreprises, les quartiers, appelant à un soutien actif dans les boîtes, organisant collages, collectes, distributions de tracts. Il est partie prenante de toutes les initiatives actives. Le PSU est à la fois dans le Comité de Soutien (dont il critique l'activité) et dans le Cartel de l'Union de la Gauche (dont l'activité n'est pas apparente) : essayant même de constituer un nouveau Comité de Soutien depuis quelques jours.

QUE FAIRE ?

Pour sortir de cette situation, ce qui est nécessaire, c'est que les perspectives d'action soient éclaircies. En finir avec l'attentisme, transformer l'occupation en grève active reconductible pour la satisfaction des revendications. Les « négociations » de lundi et de mercredi ont montré que le patron jouait le pourrissement. Il ne lâchera rien, à moins d'une relance de l'action. Cette relance est possible d'autant plus qu'une forte mobilisation ouvrière se dessine dans la région.

6.3.74

Correspondant

usiner dunkerque

8 mois de lutte pour le repos du dimanche

Depuis 8 mois, à Usinor Dunkerque, des travailleurs font grève le dimanche après-midi pour obtenir que ce jour soit repos gagné. Pour comprendre leur acharnement, il suffit de savoir dans quelles conditions ils travaillent.

● Cette usine de 10 000 travailleurs fonctionne, comme toute la sidérurgie, en feu continu. Pour 60 % du personnel d'Usinor, cela signifie :

- 7 jours de 5 heures à 13 heures, puis 3 jours de repos

- 7 jours de 21 heures à 5 heures, puis 2 jours de repos

- 7 jours de 13 heures à 21 heures, puis 2 jours de repos

et le cycle recommence inexorablement, qu'il y ait ou non des jours fériés comme Noël, le 1er de l'an, ou le 1er mai.

De tels horaires ne donnent qu'un seul dimanche de repos sur 4 ; ils obligent à travailler par cycles de 7 jours, à raison de 8 heures par jour, ce qui représente 56 heures d'affilée.

En outre, ce changement continu de période de travail provoque d'énormes perturbations dans les heures de sommeil et de repas, qui s'étendent aussi à la femme et aux enfants. La santé en prend un coup ; une enquête réalisée sur plusieurs usines sidérurgiques l'a montré : après 5 ans de feu continu, 50 % des travailleurs ne dorment plus que 4 à 5 heures par jour. Des maux d'estomac, des maladies nerveuses se multiplient.

Les avantages consentis en « contrepartie » sont franchement dérisoires :

- 13 % de prime sur le salaire normal (axés principalement sur le travail de nuit et le dimanche pour éviter « l'absentéisme ») ;

- et 2 jours de repos supplémentaires par an (ce qui ne remplace pas la masse des jours fériés qui sautent chaque année).

En fait, une vie qui se résume en trois mots : dodo-boulot-transport. Pas de vie régulière avec ses proches. Pas non plus (l'enquête le montre) d'activité culturelle ou récréative : non seulement à cause des horaires qui ne le permettent pas, mais surtout à cause de la lassitude générale.

POURQUOI CHANGER ? C'EST TOUT BENEFICE !

Le patronat explique que toutes les installations en feu continu interdisent toute interruption de fonctionnement. C'est faux : seuls le souci de rentabilité rapide des machines et la recherche du profit maximum sont en cause. Ainsi, les hauts-fourneaux ont été conçus dès le départ pour travailler en continu ; aucune recherche technique n'a été faite pour qu'il en soit autrement.

C'est la même recherche de profit qui impose des cadences effrénées et met sur pied des installations dangereuses. Ce qui provoque un taux d'accidents très élevé, bien supérieur par exemple à celui de la métallurgie.

Pour les actionnaires d'Usinor, les résultats sont plantureux : en un an, le chiffre d'affaire est passé de 5274 à 6800 millions de francs, les bénéfices nets de 95 à 160 millions (plus 68,5 %). Le prix de l'acier à l'exportation a monté de 60 % en un an. Et le gouvernement apporte, lui aussi, son obole : les prêts d'Etat non remboursés et les exonérations s'élèvent à 990 millions. Un dernier chiffre, peut-être plus parlant que tous les autres : en 1970, la masse salariale a augmenté de 17 %, la masse des profits de 169 % !

UNE BAGARRE QUI DURE DEPUIS JUIN 1973

En juin 73, après une tentative de

réunion dans les différents secteurs de l'usine, les travailleurs fixent un objectif : réduction du temps de travail, report du gain de repos ainsi acquis en priorité sur le dimanche. La forme de lutte est fixée dès le 24 juin : c'est la grève du dimanche après-midi. La CFDT, minoritaire (20 % aux élections) est la seule à soutenir au départ. Les autres directions syndicales, prétextant de l'approche des congés, se défilent.

Et pourtant, chaque dimanche après-midi depuis maintenant 8 mois, la lutte se poursuit. Plus ou moins suivie selon les équipes et les ateliers, elle tient bon, malgré les pressions habituelles de la direction (« absences non justifiées »), malgré les tentatives de sabotage des responsables de la CGT. Hostiles au mouvement, ces derniers ont en effet tenté d'y faire contre-feu en lançant dans différents services une série de grèves désordonnées qui ont désorienté les travailleurs (le plus bel exemple étant la grève des aciéristes). Le résultat de cette tactique fut durant l'automne une certaine démoralisation et un flottement dans l'action en cours sur les dimanches. Le creux de la vague mais non la fin. La bataille des dimanches continue.

UN PREMIER RECU DE LA DIRECTION MAIS PAS LA VICTOIRE

Après des mois et des mois de lutte, la direction accepte finalement que les travailleurs du train à bande (laminage à chaud) prennent 7 jours de repos le dimanche après-midi. Ce qui représente une réduction d'une heure par semaine du temps de travail sur l'année. Cette diminution réclamée depuis plusieurs années fut signée vers octobre 73. La lutte menée a permis de concentrer les gains de repos sur les dimanches, ce qui n'était pas prévu.

C'est donc un premier recul, mais ce n'est pas la victoire. Il reste à obtenir une diminution plus importante du temps de travail avec un repos en priorité le dimanche. Il reste à étendre les mêmes avantages à tous les autres services. L'action doit se poursuivre. La CGT a d'ailleurs repris contact avec la CFDT pour une lutte commune sur cet objectif.

CEUX D'USINOR NE SONT PAS SEULS

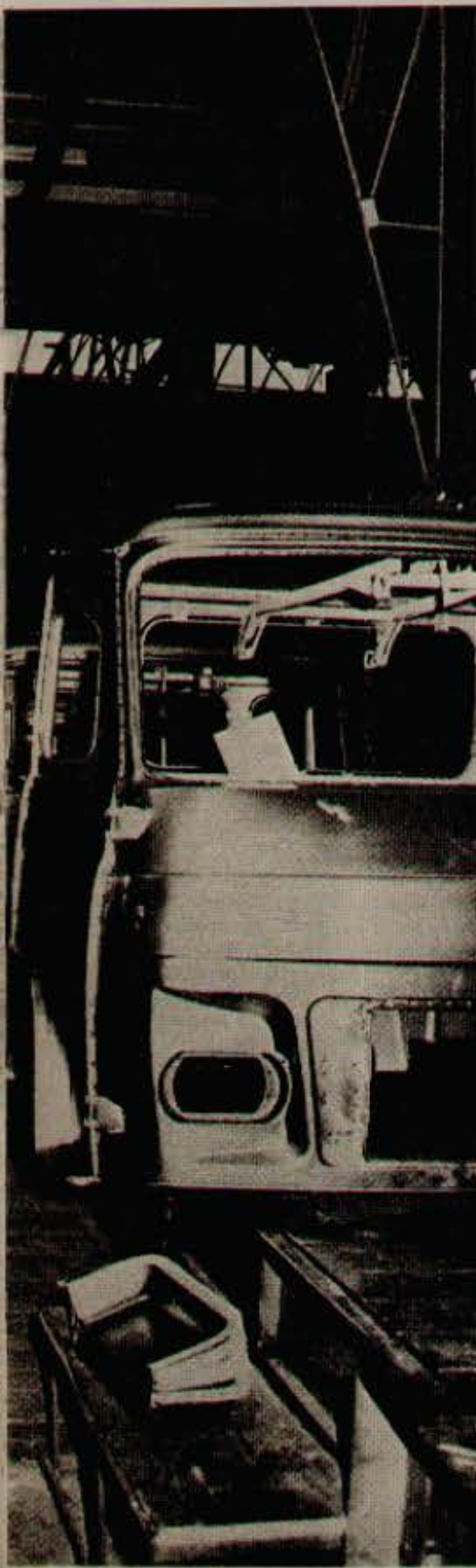
Sur cette revendication, d'autres usines sidérurgiques se sont également battues : à Creusot-Loire Dunkerque, Biache et Isergues (Nord), à Usinor (Montataire) où durant plusieurs semaines a eu lieu la grève des samedis de nuit. En octobre 73, à Bergues, Grande Synthé (une cité où habitent une majorité de travailleurs d'Usinor), à Calais (d'où 3000 travailleurs viennent aussi chaque jour pour Usinor), des femmes se sont rencontrées. Toutes sont mariées à des travailleurs en feu continu et endurent pareillement les conséquences de ces horaires insupportables. Elles ont lancé un tract appelant les travailleurs à lutter plus durement pour le repos du dimanche après-midi.

Ceux d'Usinor-Dunkerque ne sont pas seuls.

Réduction du temps de travail sans perte de salaire !

Repos le dimanche !

le 22-2-74
Correspondant



- I -

« Au Crédit Lyonnais,
Les gens sont mal payés,
Et pour que ça change
Ils ont débrayé

Refrain :

20 points-400 F,
2 jours de congé,
Les heures de grève
Intégralement payées
Chez nous, chez nous,
C'est la grève-ève !

- II -

Les patrons sont durs,
Notre grève le sera.
Ce n'est qu'un début,
Continuons le combat !

Refrain :

20 points-400 F...

(Chanson de grève,
sur l'air de l'Ave Maria)

LE PATRONAT A L'HEURE DES CHOIX

Le patronat des banques est aujourd'hui placé dans une contradiction grave. Céder au Lyonnais, c'est accélérer la généralisation de la grève. Accorder un peu à tout le monde pour essayer de diviser, c'est, vue l'ampleur de la mobilisation, une opération difficilement réalisable. Céder quelques miettes ne suffira pas pour calmer les autres banques et isoler le Lyonnais, ce serait au contraire un puissant encouragement à la lutte.

L'autre solution, renforcer l'intransigeance, risque d'attiser l'extension du mouvement.

RIPOSTER A LA CALOMNIE

Il semble pourtant que c'est cette voie que le pouvoir et les banquiers choisiront. Une campagne de presse s'annonce, discréditant la lutte, rendant les grévistes du Lyonnais responsables des retards prévisibles dans la paye des travailleurs ou du manque de liquide dans les agences. Des attaques juridiques contre des délégués syndicaux des centraux occupés sont déjà entamées.

Ceux du Lyonnais ont débuté le travail de popularisation (affiches, tracts massivement distribués dans les conférences de presse). Ils s'approprient aussi en riposte à rendre public un certain nombre de scandales bancaires peu reluisants.

Mais leurs efforts ne suffisent pas. La contre-propagande, la campagne nationale de soutien doit immédiatement être menée dans toute la classe ouvrière par les confédérations syndicales.

FRANCHIR UNE ETAPE DECISIVE

La seule riposte efficace face à l'intransigeance du patronat c'est l'élargissement de la lutte. Ceux du Lyonnais en sont persuadés. Le durcissement de leur grève, l'extension de leurs occupations, leur propre résolution ont créé un mouvement où tout pousse vers la grève générale. Les grévistes des banques ont pris conscience de leur force, ils bloquent le système en le touchant au cœur : la finance.

Pour remporter la victoire, il faut :

- étendre le mouvement
- élargir la lutte à l'ensemble des banques, préparer la grève générale de la profession en reprenant les formes de lutte du Crédit Lyonnais
- organiser une campagne de solidarité auprès de l'ensemble des travailleurs.



FotoLib/Rouge

COMMENT LA COMMENT S'

La grève de 68 n'avait fait qu'effleurer la banque. Celle de 74 l'a mise en ébullition : en 15 jours, le personnel est passé du débrayage d'un service pour une augmentation d'effectifs à la grève générale active reconduite chaque jour en assemblée générale.

L'organisation démocratique de la lutte est absolument remarquable : les comités de grève, élus par les assemblées générales de grévistes regroupant militants et délégués CFDT, CGT, FO aux côtés des non-syndiqués. Ils sont l'émanation vivante de la lutte. Chaque « Central » (République, Italiens, la Défense, Levallois) a le sien et une coordination se réunit chaque jour pour organiser la grève (préparation des AG quotidiennes, des manifestations, extension de la lutte aux agences, popularisation sur les autres banques, organisation de l'occupation, etc.). Des commissions du Comité de grève ont été instaurées : l'une d'entre elles (qui comprend des cadres) travaille à la dénonciation du système bancaire, étudie le rôle des banques dans l'inflation et met à jour un certain nombre de scandales encore inédits dans lesquels trempent les banques.

C'est cette forme d'organisation de la lutte qui a permis l'unité et la cohésion du personnel. La fraction du PCF dans la CGT a eu beau essayer de remettre en question la représentativité des comités de grève, de calomnier ces organes de démocratie ouvrière (« ils sont noyautés par les révolutionnaires »), ses manœuvres de division ont échoué : la manifestation du 6 mars le lui a montré de façon cuisante.

A chaque étape de la lutte, ce sont les comités de grève qui ont posé les problèmes qui surgissaient, les

Après 15 jours de grève au Lyonnais, ils étaient 15.000 dans la rue le mercredi 6. Une dizaine de banques en grève. Dans l'action, ils posent aujourd'hui le problème de la grève générale.

« LES BANQUIERS SONT DURS, NOTRE GREVE LE SERA ! »

Ces paroles des chansons écrites par le comité de grève du Crédit Lyonnais ne sont pas des paroles en l'air. Jeudi 28 février, les grévistes de l'informatique décident d'occuper leurs ateliers. L'occupation, jour et nuit, prendra fin samedi à 19 h, mais la direction ne chantera pas longtemps victoire. Lundi matin, 8 h 30, l'ensemble de l'immeuble Ménard-Richelieu où se trouve l'informatique mais aussi les coffres, centres nerveux du Crédit, est occupé. Dans le même temps, dans un autre immeuble du CL Paris (Boulangier) les grévistes occupent.

Dans les deux cas, les occupations sont décidées par des comités de grève et approuvées en assemblée générale.

« LYONNAIS, BMP, SG, MEME PATRON, MEME COMBAT ! »

Jeudi dernier, nous étions 8000 dans la rue, de toutes les banques à scander ce mot d'ordre. Lui non plus n'est pas resté sans effet.

- Le centre informatique Ecully de la BNP est occupé jour et nuit depuis.

- A la SG, l'immeuble Trocadéro est en grève reconductible tous les jours par assemblée générale ; les débrayages se multiplient à l'immeuble Edouard VII ; quant aux agences, c'est la trainée de poudre dans le développement de la grève.

- A la BNP, l'immeuble Bergère (2000 personnes) est en grève reconductible depuis jeudi dernier. Au centre Barbès (4000 personnes), de très nombreux services partent en grève. Là aussi, les agences brisent enfin leur isolement, partent massivement en grève.

- En province, les grèves se multiplient. Ainsi que les occupations quel que soit l'établissement.

LE 6, LES BANQUIERS NEGOCIENT

Au moment où nous écrivons l'article, nous n'avons pas encore les résultats de la paritaire (négociations). Les banquiers cèderont-ils beaucoup ? Très peu ? Les paris peuvent s'ouvrir ...

Toujours est-il que ceux-là ne cèdent que contraints et forcés. Toujours est-il qu'ils ont été obligés d'avancer la paritaire du mois de mai au 8 mars et du 8 au 6. Toujours est-il enfin qu'ils n'ont jamais négocié dans de telles conditions : pas uniquement devant quelques délégués syndicaux, mais avec dans le dos l'ensemble des employés en lutte et occupant leurs locaux.



Rouge

LA GREVE GENERALE!

lip
RIEN N'EST
JOUE

MAINTENONS LE SOUTIEN

Le 1er mars est passé : Marcellin a quitté les flics pour les patates, les CRS ont changé de patron, les non d'horizon : ils sont toujours à LIP devant un parking habité seulement par les rares voitures de Neuschwander et de son équipe

Pourquoi ce retard dans l'application de l'accord de Dôle ? Le tribunal de commerce ne pouvait pas donner l'autorisation d'ouvrir l'entreprise, paraît-il à cause des difficultés judiciaires... Mais vendredi 8 mars tout devrait être réglé et le 11 enfin la rentrée pourrait se faire !

Malgré le retard les Lips seront payés : ils toucheront leurs salaires intégraux sur la base d'un statut unique UNEDIC (base 43h de juillet 72) et couverture sociale (Sécurité Sociale et allocations familiales). En apparence donc, rien n'est changé, il ne s'agit que d'un simple retard. Mais la réalité est plus complexe.

D'abord le problème de la formation est loin d'être réglé : les stages de mise à niveau seront assurés par des enseignants (en heures supplémentaires) qui viennent à peine d'être prévus.

Ni les lieux, ni les programmes ne sont fixés. Mais surtout, et c'est un danger de plus, il apparaît au cours des discussions que ces messieurs du ministère de Gorse ne désespèrent pas encore, par le biais de la formation, de pousser des travailleurs à acquérir une qualification pour quitter l'entreprise : ainsi il paraît « qu'il y a des places de camionneurs à Colmar, et que les secrétaires confirmées n'ont aucun mal à trouver du travail ! ».

Devant cette incertitude, les Lips ne s'affolent pas. Ils réclament :

- la concentration des cours au même endroit
- pas de niveaux artificiels

Pour eux les stages de formation n'ont qu'une seule fonction : attendre la réembauche en ayant une couverture juridique et un salaire.

Dans ce cadre là, il s'agit évidemment de profiter de ces stages pour discuter, et apprendre ce qui peut intéresser chacun, mais au niveau professionnel ne doivent être suivis que des cours dirigés vers l'emploi chez LIP.

Déjà cette semaine en attendant que le système officiel se mette en place, ils démarrent des contre-cours et vont discuter : du syndicat, de la photographie, du secourisme, du mouvement ouvrier, d'un holding, etc... Quant aux thèmes demandés, on retrouve pêle-mêle : la présentation du fonctionnement de la nouvelle société, la connaissance du processus de production, l'histoire de la montre, le droit du travail, la pédagogie, l'expression orale et écrite, psychologie, bricolage, couture, cours de conduite, etc... Mais il y a peu de chances que ce programme varié soit appliqué.

Les Lips restent vigilants malgré les coups subis, malgré l'incertitude du lendemain, ils restent mobilisés en permanence et nombreux aux AG. Le jour de la reprise à Palente, une manifestation de tous est prévue devant l'usine.

Mais, une fois encore, si cela est un atout important, c'est la situation politique nationale et la combativité de l'ensemble de la classe ouvrière qui reste le facteur clé.

Quoi qu'il en soit, déjà les travailleurs tirent les leçons de LIP, tant au niveau des formes de lutte, que des mots d'ordre. Les Lips continuent encore par des collectes sur leur paye à soutenir matériellement des grèves : dernièrement Rateau, Anepe à Montbéliard, Imprimerie du Goéland, les Thermes d'Aix, etc... Restons vigilants ! Dans toutes les luttes affirmons notre solidarité envers les Lips !

5.3.74
S.T.



UNE CURIEUSE MANIERE DE S'ADRESSER A LA DIRECTION

Lundi 4 mars au soir, le centre Richelieu Meynard, centre nerveux du Lyonnais est occupé. Le lendemain, la direction de la CGT Levallois adresse une lettre étonnante à St Georges, le directeur général du CL où l'on relève les passages suivants :

« Monsieur,
Le syndicat CGT du Crédit Lyonnais est en jeu, a examiné la situation existant dans l'entreprise (...)

Il constate que par votre intransigeance, par votre refus de négocier l'ensemble des problèmes, aussi bien d'« salaires que des problèmes propres au Crédit Lyonnais, vous portez seul la responsabilité de l'extension du conflit.

Le syndicat CGT dénonce la complicité de fait qui vous unit à certains groupes gauchistes, qui ont décidé d'occuper à quelques uns, sans l'avis du personnel, les locaux du siège central ;

Par avance, notre syndicat dénonce toutes les manœuvres de même nature qui pourraient avoir lieu à Levallois.

Le syndicat CGT du CLL met en échec de telles manœuvres ».

Quelle prose nauséabonde ! Quel travestissement naïf des faits que celui qui consiste à attribuer l'occupation du centre à quelques gauchistes, alors qu'elle fut soutenue non seulement par la CFDT et FO, mais par le syndicat des cadres : le SNB ! L'Humanité du 6 mars écrivait sans rougir : « l'occupation est le fait de quelques personnes anonymes ». A 10 heures du matin, le jour même, la presse quotidienne est venue dans les locaux crâner tout le cortège du Crédit Lyonnais : « Soutien à l'occupation », « Nous sommes tous des anonymes ». Une ironie qui rappelle des souvenirs de 68.

ATTENDEZ-VOUS, ORGANISER ?

Propositions sont toujours soumises à l'Assemblée générale du lendemain. Les employés de l'agence gérant les comptes CLP et ceux de l'informatique ont repris le travail pendant deux jours pour effectuer la paye du personnel. Quand les manifestations journalières sont devenues inefficaces, le problème de l'occupation a été posé : celle, (symbolique) de l'agence centrale d'abord, puis celle de l'informatique et des centraux en entier.

Aujourd'hui de nouveaux problèmes se posent.

COMMENT RENFORCER LA POPULARISATION ?

Comment répondre aux manœuvres du pouvoir rendant les employés de banque responsables des retards de paye prévisibles ou du manque d'argent disponible pour les travailleurs dans les agences ? Si le mouvement continue, comment faire pour qu'il bloque les capitaux sans gêner la paye des travailleurs ? De même le problème de la protection des occupants est posé. Est-il possible de résister à une intervention des flics ? Quels moyens se donner pour interdire à la banque de fonctionner sans ses employés ? Comment pourrait s'appliquer au Lyonnais l'exemple de LIP (constitution d'un « trésor de guerre », blocage des machines). Suffit-il de permettre aux seuls employés du Lyonnais de toucher leur salaire malgré la grève. Comment généraliser le précédent du CLP. Quelles formes pourrait prendre une grève active du Lyonnais ou de l'ensemble de la profession bancaire ?

Cette façon de s'organiser, de discuter démocratiquement de la conduite de la lutte, c'est la meilleure garantie de victoire. Pas étonnant qu'à la BNP et à la Société Générale, l'exemple commence à être repris...

LA POSITION DE LA CFDT DU CREDIT LYONNAIS SUR LES COMITES DE GREVE

« Notre position est claire : la CFDT soutient les Comités de Grève. Ceux-ci n'ont rien d'anti-syndicaux, au contraire, ils sont complémentaires, ils aident les organisations syndicales dans leur travail de popularisation de la grève (tracts, affiches, discussions avec le personnel non gréviste, appel à la solidarité).

De plus pour nous, CFDT, il nous semble important de donner la priorité à l'initiative du personnel, c'est à dire lui donner la possibilité de s'exprimer et de participer activement au mouvement.

En tant qu'organisation syndicale, nous pouvons le regretter, nous le regrettons d'ailleurs, tout le monde n'est pas syndiqué.

En conséquence, nous nous devons de donner la parole au personnel gréviste, syndiqué ou non.

Le Comité de Grève permet tout cela ».

Extrait d'un tract distribué à tout le personnel

L'OCCUPATION S'ETEND A LA BANQUE DE FRANCE

Depuis le 25 février, la Banque de France (siège central de la rue Croix des Petits-Champs, imprimerie des billets de Chamalières et de nombreux comptoirs de la région parisienne) est occupée par le personnel quasi unanimement en grève.

Pas un sou, pas un gramme d'or ne sort. Les repercussions sont déjà très sensibles dans les autres banques, les échanges financiers gravement bloqués.

La résolution du personnel est inébranlable. Tant que le gouvernement ne sera pas revenu sur sa décision, retirant un jour entier de salaire pour sanctionner des débrayages d'une heure, on occupe.

Devant la crainte de l'intervention des flics, les piquets de grève se durcissent chaque jour. Des militants du siège partent renforcer les piquets des comptoirs de banlieue. Le blocage des portes est maintenu pendant tout le week-end.

Chaque soir, l'assemblée générale reconduit l'occupation. Le gouvernement ne semble pas décidé à céder. Les grévistes tiendront jusqu'à la paralysie totale du système bancaire... et leur victoire.

15.000 DANS LA RUE

A 10 h 30, le 6 au matin, les cortèges en provenance d'une dizaine de banques dont les trois grosses nationalisées (BNP, SG, Crédit Lyonnais), convergent tous vers l'APB (Association professionnelle des banques) on doit avoir lieu à 16 heures les négociations. Le Crédit Lyonnais, en grève depuis 4 semaines, qui occupe depuis lundi les centres nerveux de la boîte, prend la tête de la manifestation aux cris de « En grève jusqu'à la victoire ».

Les autres banques suivent en criant : « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ».

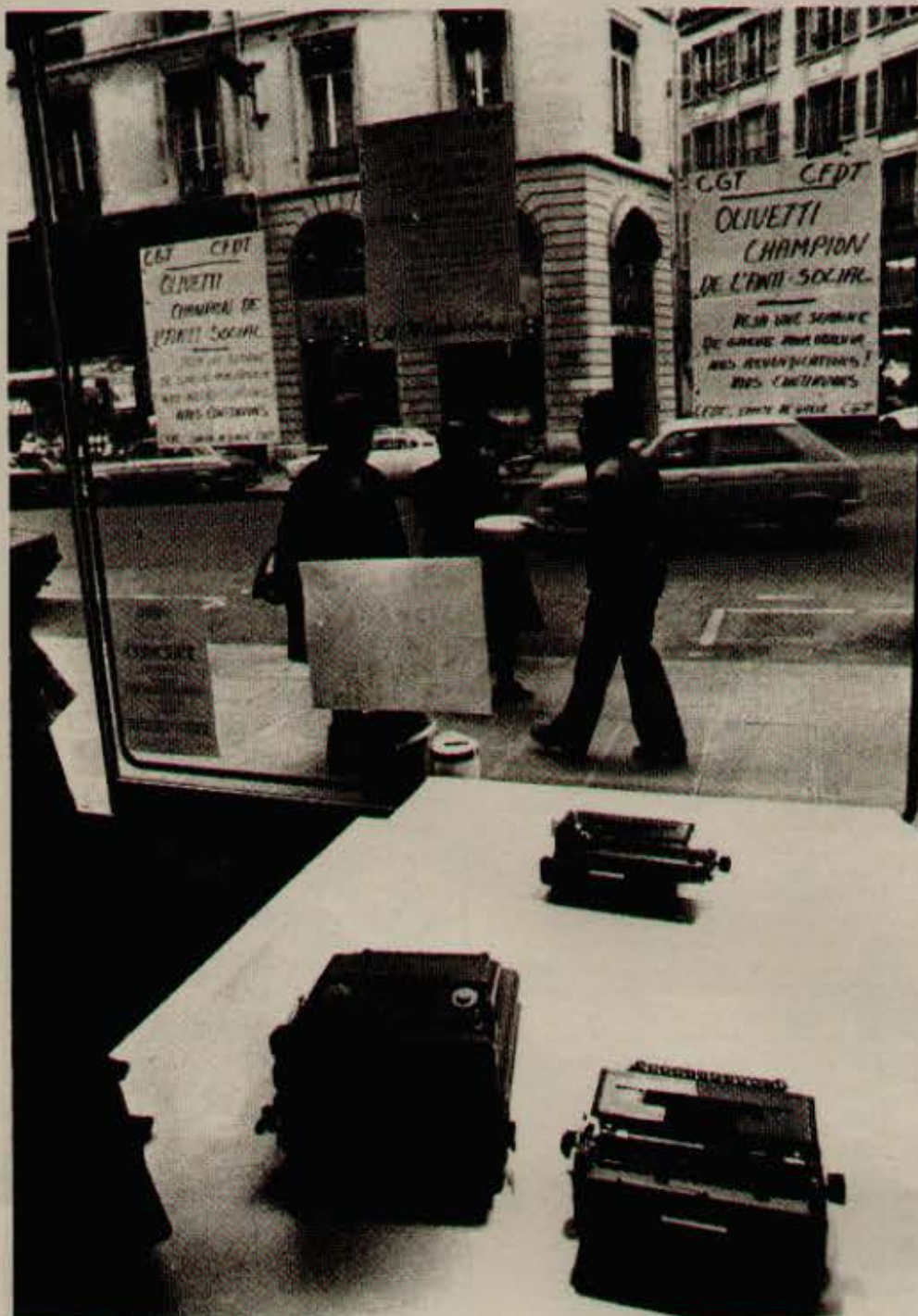
UNE TRISTE MANOEUVRE

Au niveau du cortège Crédit Lyonnais, la direction de la CGT qui depuis le début, bien qu'obligée d'y participer, supportait mal la présence des comités de grève, a trouvé cette fois un moyen de rupture : elle est contre l'occupation du CL. C'est donc tout l'arsenal qui est sorti. Les permanents de la fédération, au complet, sont venus avec leur camionnette solo, leur calicots géants. Ostensiblement, ils se placent en tête de la manifestation.

Résultat : derrière la camionnette solo et les calicots, on retrouve 150 membres de la CGT qui chantent tristement en regardant derrière : « Banquiers, négociez ! Augmentez nos salaires de misère ». Mais que regardent-ils derrière ? Tout le reste de la manif, rassemblé derrière les banderoles des comités de grève et qui saute au cri de « Occu, Occu, Occupation ! Au cul, au cul, au cul patrons ! ».

UN PAS VERS LA GREVE GENERALE

Ainsi que cette manifestation, par son ampleur et son dynamisme (« Comme au Lyonnais, occupation » crié par les autres banques), marque un pas important vers la grève générale des banques, la direction CGT devrait peut-être revoir sa tactique « responsable et efficace » si elle ne veut pas se discréditer plus durablement aux yeux des travailleurs des banques.



**Une boîte qui n'avait pas bougé en 68 !
On peut dire qu'elle a mis les bouchées doubles.**

Plus de trois semaines de lutte. Une bataille pour que la direction cesse de tergiverser et fasse connaître à tout le personnel le plan qu'elle mijotait pour 74. Commencée à Aubervilliers, la grève s'est terminée dans les beaux quartiers de la rue St Honoré, où elle s'était installée dans les locaux de la société.

1 FILM PAR JOUR

Le point fort de cette grève, c'est d'abord que chacun a pu y jouer son rôle, que les décisions n'ont pas été prises en petit comité, mais la masse des grévistes. Un exemple : la réponse au plan de la direction. Dès que son plan 74 est, enfin, connu, tout le monde se divise en collectifs d'une trentaine de personnes, et, dans chacun d'eux, le plan patronal est décortiqué minutieusement pendant plusieurs heures. Après ce travail en collectifs, deux heures de synthèse : le « contre-plan » des travailleurs d'Olivetti est né.

Cette vie de la grève, on la retrouve dans les Assemblées Générales qui se tiennent une fois par jour, parfois plusieurs, avec jamais moins de 150 personnes. Dans les commissions qui répartissent les différentes tâches de la lutte : commission bouffe, relations avec la presse, nettoyage, sécurité, popularisation (affichage presse et photos), solidarité, et animation (films, activités collectives). Les 10 derniers jours est projeté au moins un film par jour (depuis LIP, Cerisay, en passant par Histoires d'A et le Chili).

Fait à signaler : dès le début du conflit un comité de grève est lancé... à l'initiative de la CGT, minoritaire. Composé de membres non élus, mais désignés, il végète et dépérit. Et c'est de fait autour des militants CFDT que se polarisent les forces vives de la grève.

**ATTENTION !
« GREVE PROVOCATRICE »**

Assez vite se fait sentir la nécessité de la solidarité. Les grévistes assurent eux-mêmes une série de collectes sur les gares,

les succursales et d'autres entreprises. Les contacts se multiplient : Honeywell, l'EGF, Rhône-Poulenc, le Crédit Lyonnais, Pigmy, et même les flics CFDT. L'usine Repiquet fait deux heures de grève de solidarité pour Olivetti. On cherche même (avec les difficultés de la distance) à nouer des liens avec l'usine Olivetti d'Ivrea en Italie, elle aussi, en lutte.

Mais l'accueil n'est pas partout également fraternel. Dans les Unions Locales CGT, les mises en garde circulent : « Attention, grève gauchiste », « grève provocatrice »... Résultat : chez Stop l'accueil est glacial, au stade de la Courneuve, au rassemblement de solidarité de Rateau, il est frigorifique (« vous n'avez pas encore compris avec LIP » !).

Le 3 mars se tient au Bataclan un gala de solidarité : « 6 heures pour Lip ». 600 personnes, des films sur les luttes ouvrières et le Chili, des chanteurs : François Béranger, Mouloudji, le gala ne prendra fin qu'à 4 heures du matin ! La CGT l'a boycotté !

**« CE N'ETAIT PAS
UNE LUTTE POUR LE FRIC »**

La grève s'est terminée sur une victoire : la direction qui avait d'abord refusé de faire connaître ses projets, a finalement dû canner. Elle qui avait proposé sans rougir au cours du conflit l'équivalent de 25 F par gréviste pour l'année (1), elle a dû lâcher des augmentations de salaire substantielles.

Mais pour tous ceux qui ont participé à la lutte, il y a des acquis encore plus importants que le contenu immédiat de l'accord : l'unité entre camarades, le fait d'avoir réussi à s'imposer face à la direction, la conscience d'avoir forgé une collectivité qui refuse de jouer les règles du jeu du système, qui s'est montrée capable non seulement de rendre coup pour coup, mais même de prendre l'offensive.

Mi-blaquant, mi-sérieux, certains parlent déjà à Olivetti d'une prochaine grève pour la fin de l'année. En décembre, ça ferait mal !

**Interview
d'un militant
CFDT d'Olivetti :
Une occupation
soigneusement
préparée**

Comment en êtes-vous arrivés à l'idée d'occuper le magasin de la rue St Honoré ?

Il y avait 300-350 gars déjà en grève. La direction nous avait baladé toute la semaine, alors qu'on exigeait seulement la publication de ses propositions. Le jeudi, les grévistes ont dit : ça suffit, on a perdu assez de temps. On envoie un ultimatum à la direction fixé au vendredi à 11 h, si la direction ne cède pas, si elle ne veut pas prendre notre lutte en considération, on durcira le conflit.

Le vendredi, la direction n'a pas répondu à l'ultimatum qu'on lui avait posé. Elle a encore essayé de gagner deux heures de discussion. Après cela, il était évident qu'elle nous avait encore baladé cette fois-là. Alors, devant tous les grévistes réunis, on a confirmé le principe du durcissement de la lutte : il fallait franchir un cap.

Seulement pour des raisons de sécurité il était hors de question de définir l'objectif. On votait sur le principe de l'action. On a alors dit qu'il fallait environ 40 personnes pour composer des équipes qui s'organiseraient ultérieurement. Ça n'est pas très fréquent, tu sais.

Et les travailleurs ont accepté cette démarche ?

Totalement : pas une voix contre ! Non seulement ils ont accepté, mais tout s'est déroulé comme prévu. Il est évident que l'objectif devait rester ultra-secret. Je ne sais pas si tu as vu le quartier : c'est notre direction générale, elle est à deux pas du Ministère de l'Intérieur et de l'Ambassade israélienne... Dans ce coin, il y a déjà eu les gars de Babcock-Atlantique qui ont essayé d'envoyer une délégation à leur direction, ils se sont fait intercepter à 300-400 mètres de là. Impossible de faire une manif spontanée ou une occupation dans ce quartier !

Pendant le week-end, entre le vendredi et le lundi, une organisation « militaire » (il n'y a pas d'autre mot) s'est mise en place. Les choses ont été testées au niveau de certains responsables. Les gars se sont divisés en équipes. Chacune était désignée par une couleur et rattachée à un gars, qui, lui, connaissait l'objectif et savait où aller.

Sans donner plus de détails, disons simplement que le lundi à 8 h 30, tous les grévistes sont revenus à Aubervilliers. On a voulu mettre tous les atouts de notre côté et ne rien faire de façon précipitée. Quand on a lancé l'opération, la direction avait eu une heure pour se retourner. A 10 h moins le quart, les groupes d'intervention sont partis dans un ordre fixé. Il y avait un timing qui prévoyait que l'opération pouvait se faire entre 10 h 25 et 10 h 35. En cours d'opération, alors qu'il y avait des groupes dispersés dans différents endroits de Paris, nous nous sommes aperçus que nous avions de l'avance et que les groupes risquaient d'attendre d'une manière un peu anormale à certains endroits. Nous avons alors avancé tout le timing de 4 mn. et nous sommes rentrés, tous les groupes ensemble arrivant de différents côtés, à 10 h 21 dans le magasin qui est là devant toi.

Eh bien, je peux te dire une chose : les groupes d'Aubervilliers qui ont appris que l'opération était réussie, quand ils sont arrivés, ils avaient confiance en nous. D'ailleurs, ce n'est pas en nous qu'ils avaient confiance, c'est en eux : tout ce qui s'était passé, la force qu'ils avaient mis en place, le sérieux que ça représentait... Ils avaient franchi le cap !

**Sixième
semaine
d'occupation**

La direction du trust CGE continue à faire preuve de la même dureté dans le conflit. Les journées d'action, les délégations n'ont rien donné : « Pour cette 7ème rencontre avec les pouvoirs publics, les syndicats espéraient qu'il leur serait confirmé l'ouverture de négociations avec la direction de l'Alsthom-CGE promise la semaine dernière... », relate l'Humanité du 5 mars, commentant l'échec des négociations.

Renforcée dans sa volonté de ne pas céder par l'échec du rassemblement départemental du 27, elle manifeste son arrogance : quand le 5 mars une délégation se rend devant l'Alsthom, elle est accueillie par un cordon de gardes mobiles casqués, avec boucliers et grenades. Le commissaire de quartier se permet même de prévenir les délégués que la direction refuse de les recevoir. Et de leur conseiller d'expédier leur lettre revendicative par la poste... Voilà le « ton » d'Ambroise Roux et des pouvoirs publics !

Il est urgent aujourd'hui à Rateau de hausser effectivement le ton en durcissant le mouvement pour répondre à la fermeté patronale

d'abord en défendant l'occupation
Le préfet doit être averti qu'une intervention des flics ne se passerait pas sans mal ; la perspective d'une résistance sérieuse est déjà une dissuasion politique de taille. Il faut en ajouter une autre : celle du dépôt d'un préavis de grève dans les principales entreprises de la région et du trust en cas d'intervention policière.

ensuite en prenant l'offensive sur la Seine-St-Denis et sur le trust

par la réunion nationale d'une intersyndicale représentative de toute la CGE, l'établissement d'une plate-forme de lutte intégrant tout le personnel de la CGE (Non aux licenciements, 35 h maxi, 1500 F mini, 300 F d'augmentation pour tous, échelle mobile) et par la consultation du personnel sur tout le trust.

La mobilisation des 130.000 travailleurs de la CGE pourrait bien alors mettre à l'ordre du jour l'expropriation pure et simple de ce supertrust : la nationalisation sous le contrôle des travailleurs de la CGE.

le 6 mars
Correspondant

**AIX EN PROVENCE, 7ème SEMAINE
DE GREVE A L'USINE DES THERMES**

La dernière manœuvre de Bertrand (embauche d'intérimaires pour briser la grève) a été mise en échec. La justice a dû donner raison aux grévistes. Le développement du soutien (réunion publique avec des grévistes de LIP, 2 millions et demi de francs) commencent à porter d'autres fruits. La municipalité, muette jusque là, se propose d'accélérer le règlement du conflit. De toutes parts, les pressions se multiplient sur l'inspection du travail.

Samedi 2 mars s'est déroulée la marche de solidarité appelée par les grévistes avec un communiqué de l'UL-CGT laissant entendre que cette marche était une manœuvre de division de la CFDT. L'UL-CGT a donc été absente de la troisième manifestation de soutien, comme les deux fois précédentes.

Un millier de personnes ont répondu à l'appel des grévistes. La petite ville d'Aix, occupée par 300 CRS : il n'en fallait pas moins pour protéger les possessions de Bertrand. Aux grévistes des Thermes s'étaient joints des grévistes de la SESCOSEM, en lutte contre les classifications et pour 200 F ainsi que les travailleurs immigrés de l'hôtel Bentouni qui refusent d'être expulsés. Les manifestants ont défilé pendant trois heures aux cris de « Banques, Saviem, Rateau, les Thermes et la SESCO, solidarité ouvrière ». Avant le départ de la manifestation, les grévistes ont observé une minute de silence pour Paig Antich.

6 MOIS
APRÈS...

Fotolib

Le nouveau « Dossier Chili » comporte trois articles. Le premier fait le point de la situation du nouveau régime à six mois du coup d'Etat. Nous avons souligné ces dernières semaines les divergences profondes qui se manifestaient entre les deux principaux secteurs de la bourgeoisie chilienne et les clivages qu'ils impliquaient au sein du régime lui-même, clivages qui prenaient parfois la dimension d'une bataille politique ouverte et publique. La Prensa, l'organe de la Démocratie chrétienne, étant le principal pôle de ce débat. Ces divergences et ces contradictions subsistent aujourd'hui, mais les secteurs les plus durs — et dominants — de la Junta ont ces dernières semaines nettement pris l'offensive. Depuis le 21 février, la Prensa ne paraît plus... Toute une série de mesures ont été prises en fait contre la démocratie chrétienne, et les projets des fractions fascistes du régime, dont on ne parlait plus depuis novembre, reviennent à nouveau à la surface.

L'article « Vers un nouveau durcissement de la dictature ? » qui nous a été envoyé de Santiago du Chili décrit et analyse ces développements et en tire les premières conclusions. (Fin de l'article, la semaine prochaine.)

Le second article traite des problèmes de l'unité au sein de la gauche chilienne, problèmes d'une très grande complexité, causes de nombreuses confusions et illusions au Chili et à l'extérieur. C'est le problème autour duquel se cristallisent les débats sur le bilan de l'Unité Populaire, le coup d'Etat ainsi que les premières discussions quant à la stratégie de lutte contre la dictature.

Tant au niveau du bilan de l'Unité Populaire que de l'analyse de la situation objective aujourd'hui au Chili — clivages inter-bourgeois, premières luttes de la classe ouvrière — et qu'au niveau des débats sur l'unité, on retrouve un problème central qui pèse et va peser de plus en plus

lourd dans l'évolution et le caractère des luttes contre la dictature : l'orientation stratégique du PC chilien. L'enjeu est d'importance. Pour le mouvement ouvrier chilien et aussi pour le mouvement révolutionnaire international.

Il s'agit bien sûr de l'issue de la lutte qu'ont recommencé à mener dans les conditions les plus difficiles que l'on puisse imaginer les travailleurs et les militants révolutionnaires chiliens.

Au-delà, il s'agit de savoir si l'une des plus lourdes défaites du mouvement ouvrier international restera ou non sans bilan et sans conséquence pour les luttes futures. Si, les morts enterrés, tout va recommencer comme avant. Vers la même impasse. Cela peut paraître incroyable, mais n'est-ce pas ce qu'implique très précisément et très concrètement l'orientation actuelle du PC chilien ?

C'est un problème qui nous concerne tous. Qui concerne tous les militants mobilisés depuis six mois en solidarité avec les luttes révolutionnaires des travailleurs chiliens. Cela implique l'approfondissement des débats menés depuis plusieurs mois au sein des Comités Chili en France.

Mais aujourd'hui, cela implique aussi une série de conclusions pratiques quant à la solidarité politique et matérielle. C'est ce problème que nous abordons dans le troisième article de ce dossier, avec de premiers éléments de réponse et des propositions concrètes.

En réponse aux tortures quotidiennes que subit Bautista Van Schouwen.
En réponse aux premières grèves qui sont autant d'actions héroïques des travailleurs chiliens.

Pour le renversement de la dictature fasciste !

Pour la révolution socialiste chilienne !

Jean-Pierre BEAUVAIS

NOUVEAU DURCISSEMENT DE LA DICTATURE?

« Le Parti National comme tous les partis est aujourd'hui dépassé ». C'est le propre président du Parti National qui profère cette sentence, Sergio Onofre Jarpa, « agriculteur » (!) et sénateur, jusqu'à la dissolution du Parlement par la Junta.

Le Parti National, fondé en 1966 par la fusion des formations les plus réactionnaires de l'époque, telles que l'Action Nationale, le Parti Conservateur et le Parti Libéral, a tenté en 1970 de redonner la direction du gouvernement à la grande bourgeoisie monopoliste et latifundiste (qui mêle étroitement au Chili ces intérêts apparemment contradictoires), en soutenant la candidature de Jorge Alessandri, déjà président de 1958 à 1964, représentant direct des grands groupes monopolistes Edwards-Matte-Alessandri.

Aujourd'hui, si celui qui fut durant ces cinq dernières années le président de ce parti peut sans regrets pratiquement signer l'acte de décès de son organisation, c'est que le Parti National et la fraction de la bourgeoisie qui le soutenait jusqu'au coup d'Etat se reconnaissent parfaitement dans la Junta et dans le gouvernement actuel, à l'exception peut-être d'une des composantes du Parti National, héritière du Parti Libéral, dont le représentant, le sénateur Bulnes a fait récemment à la télévision des déclarations « discordantes » sur quelques aspects de la politique de la Junta. La fraction

actuellement hégémonique de la bourgeoisie n'a donc plus aucun intérêt à conserver ce parti, puisqu'elle a mis, par Junta interposée, la main sur tout l'appareil d'Etat, ou du moins sur tous les éléments essentiels.

L'ENJEU :
LA PETITE-BOURGEOISIE

Ce dont a besoin aujourd'hui la fraction hégémonique de la bourgeoisie (sinon aujourd'hui, pour le moins demain), ce n'est plus d'un parti politique capable d'affronter sur le plan électoral et parlementaire le réformisme bourgeois de la Démocratie chrétienne, mais d'une nouvelle organisation — qu'elle n'a probablement pas encore définie exactement — capable d'organiser, canaliser, encadrer les masses petites-bourgeoises. Ces masses petites-bourgeoises qui, en bonne partie, ont soutenu la Démocratie chrétienne lorsque celle-ci représentait le paravent le plus sérieux et le plus crédible contre la « menace marxiste » ; qui ont applaudi au 11 septembre, se ralliant momentanément à la fraction la plus dure, la plus décidée et la plus efficace (celle qui n'avait pas dialogué avec Allende et qui avait appelé les forces armées à intervenir avec le plus de clarté) ; qui étaient prêtes à des « sacrifices » spontanés les premières semaines après le coup d'Etat, livrant à la Junta

dans leur enthousiasme leurs économies et leurs anneaux de mariage (!) pour le Fond de Restauration Nationale... ; qui, enfin, de plus en plus sacrifiées sur l'autel de cette Restauration... monopoliste, entrent progressivement dans un état qui les mènera du découragement à l'apathie puis à la révolte.

L'important pour la bourgeoisie est que cette révolte soit justement « organisée, canalisée et encadrée » et surtout dirigée, avant que d'autres ne parviennent à redonner à ces masses petites-bourgeoises une autre perspective d'issue, qui représenterait alors une réelle menace pour la fraction dirigeante actuelle. Cette dernière, et Jarpa en particulier, interviewé par la revue ultra-réactionnaire « Que Pasa », perçoit clairement le problème et l'énonce avec quelques précautions :

« Pour cette génération, on aura besoin d'un mouvement, c'est à dire d'une mobilisation spirituelle et organique de l'opinion publique au sujet des idéaux déjà dessinés par la Junta. Au moment — qui sait, peut-être encore éloigné, mais qui arrivera — où le gouvernement aura subi une naturelle usure du temps, où les dégâts causés par l'Unité Populaire auront été oubliés par la grande masse et où beaucoup d'illusions se seront envolées, à ce moment-là, s'il n'y a pas un mouvement, des sentiments négatifs pourraient alors gagner du terrain. Pour

ce mouvement, quand l'heure viendra, nous, les Nationalistes, seront prêts : la « récession » concerne les partis, non les hommes » !

La fraction dirigeante se rend bien compte que le bloc social qui a soutenu et applaudi la Junta en septembre dernier est déjà dans un état de désagrégation avancé : sa politique économique a déjà isolé de larges couches petites-bourgeoises et, malgré sa gigantesque campagne d'intoxication, elle n'est pas parvenue, jusqu'ici, à mordre sur les secteurs ouvriers. C'est même tout le contraire comme l'atteste la multiplication des grèves ces dernières semaines.

EPURATION ET DURCISSEMENT

En plus donc de ses problèmes économiques — qu'elle sera incapable de maîtriser, même partiellement — sans une « aide » étrangère massive — la fraction dirigeante va affronter ces prochains mois deux problèmes majeurs : la perte de sa base sociale d'appui, qu'elle va tenter de regagner ou contrôler par n'importe quel moyen, et la réorganisation et réactivation progressive du mouvement de masse, qu'elle va tenter d'empêcher également par n'importe quel moyen. C'est à dire qu'elle n'aura pas d'autre issue que le durcissement accéléré de sa dictature. Ce qui, entre autres, compromettra le succès

de ses efforts désespérés pour rompre l'isolement international relatif (mais déjà beaucoup trop grand à son goût) qui l'handicape fortement dans sa recherche de solutions à ses problèmes économiques.

Le durcissement, qui apparaît en ce moment inéluctable, de la dictature va inmanquablement aggraver les contradictions internes de la bourgeoisie. Il s'agira, entre autres, pour la fraction dirigeante d'écarter du pouvoir et de l'appareil d'Etat tous les « résidus démocratiques » bourgeois qui y participent actuellement, quoiqu'en position déjà subordonnée et de combattre la DC de façon beaucoup plus violente qu'aujourd'hui afin d'empêcher, pour le moins, qu'elle ne devienne le pôle de ralliement de toutes les couches petites-bourgeoises progressivement paupérisées.

Il semble bien que c'est dans cette perspective que la junte s'est forgée une arme qui va lui être d'une grande utilité le moment venu. Il s'agit du décret-loi sur la « récession » des partis politiques (des partis de droite, puisque les autres sont hors-la-loi). On pourrait penser à première vue qu'il ne s'agit que d'une simple formalité dans la situation actuelle de dictature militaire et de suppression des instruments de la « démocratie » bourgeoise. C'est en fait beaucoup plus qu'une simple formalité dans le contexte chilien : longue tradition de libertés démocratiques et de démocratie représentative, grand développement de la petite-bourgeoisie (constamment tiraillée entre la direction de la bourgeoisie monopoliste et celle de la bourgeoisie réformatrice), important développement des partis politiques, etc. Ce décret-loi, alors que le Parti National est pratiquement confondu avec la fraction dirigeante, est bien une mesure dictée par cette dernière, directement et exclusivement à l'encontre de la Démocratie chrétienne.

ELIMINER LA DEMOCRATIE CHRETIENNE

Dans ce pays où la bourgeoisie s'efforce de recouvrir d'un manteau de légalité toutes ses interventions, y compris le coup d'Etat et la répression la plus féroce, il fallait donc à la fraction dirigeante une arme « légale » pour combattre la DC, le jour où celle-ci deviendrait un handicap sérieux à l'approfondissement et à la consolidation de sa dictature. La fraction dirigeante compte ainsi pouvoir résoudre

la crise de direction de la bourgeoisie à moindre frais et en limitant les contre-coups dont la classe ouvrière pourrait tirer profit.

Ce décret — il faut en rappeler les lignes essentielles — interdit :

- toute réunion de parti à quelque échelon que ce soit, à la seule exclusion de la direction nationale, qui ne peut tenir que des réunions administratives, annoncées 48 h à l'avance aux autorités, et consacrées uniquement à la gestion des biens de l'organisation,

- toute prise de position publique et toute propagande,

- toute intervention directe ou indirecte des partis dans la formation des directions d'associations professionnelles, syndicales, d'étudiants, juntas de voisins, centres de mères ou tout autre type d'organisations communautaires, y compris sportives !

- toute action qui, directement ou indirectement, serait destinée à orienter, limiter, influencer la libre expression « gremiale »,

- toute forme d'intervention, quelle qu'elle soit, dans la vie civique,

- le recrutement de nouveaux membres et la perception de cotisations...

Ainsi, il ne reste aucune possibilité légale aux partis politiques (c'est-à-dire, encore une fois, à la DC), et l'objectif réel de ce décret est, en définitive, l'élimination de la DC en tant que parti, de la scène politique chilienne. A ce propos, Jarpa est parfaitement clair. Dans l'interview déjà citée, le journaliste de « Que Pasa » s'inquiète de voir le Parti National appliquer rigoureusement le décret et « disparaître dans la pratique », alors que d'autres partis (Pourquoi donner des noms ? précise-t-il) « conservent leur structure ». A quoi Jarpa répond qu'il y aurait certes un danger « si la junte n'était qu'un régime de transition ». Dans ce cas, ajoute-t-il, « il pourrait peut-être se former une coalition DC-Marcisme-groupes économiques (il entend : syndicats) autour d'un candidat démocrate-chrétien et profitant de l'appareil de ce parti, pour autant qu'il n'ait pas été démantelé durant cette période de récession. Dans ce cas, indubitablement, il serait utile de conserver intacte la structure du Parti National. Mais il n'en sera pas ainsi, poursuit Jarpa, car la junte, par la bouche du général Pinochet, son président, a dit qu'elle n'était pas une transition, un pont entre deux régimes politiques »...

Comment va réagir la DC à ces attaques et surtout aux tentatives de l'évincer totalement du pouvoir ? C'est

une question importante, sans doute, mais dont la classe ouvrière et les masses travailleuses en général n'ont pas à attendre la réponse pour définir leur stratégie car, en définitive, il serait extrêmement dangereux de se laisser gagner par l'idée que cette crise interne de la bourgeoisie — aussi grave puisse-t-elle devenir — signifie la fin de la dictature.

Subordonner le choix d'une stratégie et d'une tactique à une hypothétique alliance avec « de larges secteurs de la Démocratie chrétienne qui se sont prononcés contre le coup d'Etat », comme dit le PC chilien, serait une nouvelle trahison à l'égard des masses chiliennes (relevons d'ailleurs que l'une des rares personnalités, sinon la seule, de la DC qui ait pris clairement position contre le coup d'Etat, et encore, non publiquement, est justement l'une de celles qui ont quitté le pays !).

Par contre, ce qui importe, ce qui est indispensable c'est de

gagner à la lutte révolutionnaire contre la « dictature gorille » les secteurs ouvriers démocrates-chrétiens et les couches petites-bourgeoises démocratiques, en leur offrant des perspectives plus enthousiasmantes que le retour à une démocratie bourgeoise et à ce « gouvernement national, majoritaire, démocratique et pluraliste » que le PC appelle de ses vœux.

Santiago du Chili
28 février 1974

DANIEL VIGLIETTI

CHANSON POUR ARMER

Mardi 5 mars à la Mutualité, près de 3000 personnes, dont de très nombreux Latino-Américains, ont assisté au gala organisé par le Comité de Défense des prisonniers politiques en Uruguay, au profit des prisonniers politiques et de leurs familles. La soirée a commencé par la projection du film « Los Tupamaros » de Jan Lindqvist ; ce film retrace bien le développement de la crise uruguayenne et contient un long-interview d'un militant du MLN Tupamaros, réalisé en 1972.

La seconde partie de la soirée était entièrement consacrée au chanteur uruguayen Daniel Viglietti. Au travers de ses chansons (Cancion para mi America, A desalambrar, Cielito de los muchachos, Cancion para armar, Solo digo companero, El chusco Maciel...), Daniel Viglietti témoigne de la lutte en Uruguay et en Amérique Latine. La salle lui a fait un accueil enthousiaste.

QU SOUT

Six mois après le coup d'Etat chilien, alors que les militants et les organisations opposées à la dictature commencent à se restructurer — encore que de façon très inégale — à l'intérieur et à l'extérieur du Chili, alors que s'ouvrent une série de débats quant à la stratégie à adopter dans la lutte contre le fascisme, le problème de la solidarité et particulièrement de la solidarité matérielle se pose avec plus d'urgence que jamais. Et il est clair que ce n'est pas là un problème « moral » ou « technique » pour les mouvements de solidarité, pour les militants de ces mouvements, mais que c'est un problème politique de fond qu'il faut aborder et traiter comme tel. C'est dire que la résolution de ce problème est intimement liée aux débats en cours dans les différents mouvements de solidarité en Europe et ailleurs et notamment dans le comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien, mais surtout aux débats en cours entre les différentes composantes de la gauche et de l'extrême-gauche chilienne.

Ces débats sont loin d'être clos, c'est bien évident. Et il ne peut être question de suspendre notre aide matérielle jusqu'à leur conclusion. Tous ceux qui aujourd'hui, au Chili, luttent sous quelque forme que ce soit contre la dictature ont un besoin urgent de notre aide. Les différents appels de la direction du MIR, par exemple sont clairs et précis. Nous devons leur apporter une réponse concrète et immédiate.

Quelle est notre position par rapport à ces problèmes immédiats et alors que les débats se poursuivent entre militants chiliens ?

DISTINGUER DEUX NIVEAUX DE LA SOLIDARITE

Une réponse claire cohérente et principale à ce problème implique de faire une distinction entre plusieurs niveaux d'aide et de solidarité.

Un premier niveau concerne la solidarité matérielle immédiate et concrète envers les militants victimes de la répression fasciste : prisonniers, familles de prisonniers, réfugiés, etc. La solidarité doit s'exercer vis-à-vis d'eux sans distinction et de la manière la plus large possible.

Ce qui veut dire qu'une partie des fonds collectés par le CSLRPC doit être utilisée sans préalables, sans exclusives pour aider toutes les victimes de la répression à quelque organisation du mouvement ouvrier chilien qu'elles appartiennent.

Ces fonds peuvent être répartis par plusieurs canaux possibles selon les cas. Ils peuvent être versés directement à des réfugiés ou à des groupes de réfugiés en France.

Ils peuvent aussi être versés directement aux différentes organisations sur la base de demandes concrètes, ou par l'intermédiaire du comité de Rome.

Par contre, le problème est plus complexe à un autre niveau — indispensable — de la solidarité : celui qui concerne l'appui aux organisations, aux



FotoLib

EL TIEN?

Nous n'avons aucune illusion sur l'internationalisme militant du PCUS, du PC tchèque ou du PSD d'Allemagne de l'Est. Mais nous savons que les intérêts politiques des bureaucraties au pouvoir dans ces pays — pour ne citer que ceux-là — impliquent de leur part une certaine aide à leurs homologues chiliens, à la direction du PC chilien. Paase-t-elle par le canal de cette structure unifiée? Certainement pas. Dans ces conditions, il faut être clair et franc. L'aide aux militants révolutionnaires chiliens, actifs au Chili, ne doit pas nécessairement passer par cette structure « unifiée ». Et notre aide de militants révolutionnaires mobilisés pour la solidarité avec les luttes révolutionnaires du peuple chilien ne doit pas passer par elle.

COLLABORATION DE CLASSES ET LUTTES RÉVOLUTIONNAIRES

Alors se pose un autre problème : à qui doit aller notre solidarité et comment la répartir?

Cette aide doit aller aux militants révolutionnaires chiliens, aux organisations chiliennes qui concrètement mènent la lutte, ou préparent la lutte révolutionnaire au Chili.

Un tel critère exclut tous ceux dont la stratégie de collaboration de classes revient en fait au Chili à se mettre au service des secteurs bourgeois opposés au nom de leurs intérêts bourgeois, à la politique actuelle de la dictature.

Parce que cette stratégie de collaboration de classes ne tire aucune conclusion de la défaite du 11 septembre 1973,

parce qu'elle ne peut que mener les travailleurs chiliens à la même impasse, à la même tragédie,

parce qu'elle est **contradictoire** avec le développement et l'essor des luttes révolutionnaires des travailleurs et du peuple chilien.

Cela exclut donc, dans la situation présente ceux qui se réclament ouvertement ou acceptent dans les faits l'orientation actuelle de la direction du PC chilien clairement exprimée dans sa déclaration le 8 janvier.

Accessoirement, cela exclut aussi de considérer comme des canaux représentatifs et reconnus toute une série de « représentants » (de quoi?) de la « gauche chilienne » des « travailleurs chiliens », etc., etc., qui semblent se multiplier aujourd'hui et qui souvent, s'ils représentent un peu plus qu'eux mêmes, ne sont que les porte-parole de groupes ou de fractions en exil sans correspondance aucune avec des développements réels à l'intérieur.

La mobilisation et la solidarité des militants ne doit pas servir à alimenter au sens propre et figuré le charlatanisme politique, fruit de la défaite et de la désorganisation de la gauche.

Ces clivages établis, les choix sont clairs. Travaillent, s'organisent, se réorganisent au Chili — à des niveaux très divers — des militants appartenant à différentes organisations et qui sont d'authentiques militants révolutionnaires.

Et cela indépendamment de nos accords ou désaccords avec eux, sur tel ou tel aspect de leur activité, ou même de leur orientation précise.

A partir des conditions présentes de la lutte, des premières mobilisations de la classe ouvrière, ils travaillent à jeter les bases d'une véritable résistance de masse à la dictature, résistance organisée sur une base de classe claire, résistance qui tire les leçons de l'échec de la stratégie réformiste et de collaboration de classes.

Ces militants appartiennent notamment aux secteurs du PS opposés à l'orientation de l'actuelle « direction officielle » de leur parti, orientation qu'a exprimée clairement et à plusieurs reprises Carlos Altamirano depuis l'exil et qui revient à appuyer la ligne du PC, ils appartiennent aussi au MAPU, aux petits noyaux de l'extrême-gauche révolutionnaire et surtout ce sont les militants du MIR.

C'est à eux que doit aller dans l'immédiat notre solidarité. Ce sont eux — par le travail qu'ils accomplissent, parce qu'ils ne reçoivent pas d'aide d'une série d'Etats ouvriers — qui en ont le plus besoin.

C'est en les aidant qu'on aide le plus concrètement et le plus efficacement possible la résistance à la dictature fasciste au Chili et l'unité de cette résistance.

Parmi eux, le MIR est le pôle le plus cohérent, le plus structuré disposant d'une direction reconnue et dont l'attitude par rapport aux impératifs de la lutte, à ce qu'elle implique — notamment de rester sur place au Chili — est sans équivoque aucune. C'est à lui que doit aller en priorité — mais pas exclusivement — notre aide. Et c'est par lui que nous devons faire passer celle que nous devons donner aux militants des secteurs du PS, du MAPU, des noyaux de l'extrême-gauche révolutionnaire, qui se réorganisent et militent au Chili sur la base d'une orientation révolutionnaire claire, si ces secteurs ne disposent pas de représentants qualifiés pour recevoir cette aide et la transmettre.

Telle est dans la conjoncture présente notre position — la seule qui soit principalement et politiquement correcte et justifiée.

La seule qui permette que la solidarité des militants révolutionnaires français ne soit pas déviée vers des buts et une utilisation qui ait peu de choses à voir avec les « luttes révolutionnaires du peuple chilien ».

Nous sommes disposés à en discuter avec tous les camarades chiliens qui sont en désaccord avec elle. Elle peut varier en fonction d'évolutions, de changements, d'éléments nouveaux au sein de la gauche chilienne. Mais pour l'instant elle se fonde sur les informations, discussions, que nous avons pu avoir au Chili même avec les militants révolutionnaires sur place : militants du MIR, du PS et du MAPU notamment.

C'est sur cette base que nous mènerons l'indispensable débat sur ces questions cruciales dans le mouvement de solidarité.

J.P. Beauvais
le 5-3-74

EXPULSION DE REFUGIES POLITIQUES CHILIENS ET BOLIVIENS A CHOISY-LE-ROI (TEMOIGNAGE)

Depuis notre arrivée en France, nous avons été sous le « contrôle » de « Franco-Terre d'asile » ; c'est l'organisme qui nous a indiqué notre foyer.

Depuis lors, nous avons été l'objet d'un traitement hostile tel que :

— coupure d'électricité tôt dans la soirée

— défense d'occuper nos chambres de 9 à 16 heures

— difficulté pour l'emploi du téléphone ainsi que la réception d'appels téléphoniques

— fermeture des salles de bains de 9 h 30 à 16 h et de 23 h à 6 h du matin

— de très mauvais repas si bien qu'à deux occasions il a fallu faire la grève de la faim pour qu'ils changent les plats pourras

— contrôle de type policier : fouilles répétées des chambres par des personnes de l'administration, filature des camarades les plus révolutionnaires, fichage des autos qui allaient et venaient en relation à ces camarades.

L'EXPULSION

Cette situation critique fit crise le 16 février quand un groupe folklorique dans lequel participait un réfugié politique chilien est venu chanter au foyer. Après la représentation, ce camarade se dirigeait vers la chambre pour bavarder et récupérer son manteau quand le directeur du foyer l'interpella. Comme il n'avait pas compris ce qu'on lui disait (le directeur avait oublié que les Chiliens ne parlent pas français), ce dernier l'a attrapé par l'épaule, l'a envoyé par terre et sans plus attendre se mit à le frapper des pieds et des mains. Tout de suite, un groupe de copains qui avait été témoin de l'incident se précipita pour retenir le directeur.

Dans la discussion qui suivit, le directeur accusa ces camarades d'« ultra-gauchisme » et expulsa tous les réfugiés logés au foyer, à l'exception des réfugiés communistes staliniens (qui sont 4 et copains du dit individu).

Face à ce conflit, « Franco-Terre d'asile » applique un critère administratif et nous a offert de nous reloger en province. Comme cette solution était inacceptable, cet organisme d'aide nous a communiqué que dorénavant l'Etat retirait son aide. Méprisant ainsi l'effort et la solidarité que les travailleurs français apportent et que cet organisme a administré de façon discriminatoire, imposant des conditions aux réfugiés et causant des préjudices aux camarades qui soutiennent des positions politiques plus révolutionnaires que celles du parti communiste.

Devant l'impuissance dans laquelle se trouvaient les réfugiés, le Comité de Soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien a donné son aide en logeant les réfugiés dans différentes maisons françaises. Comme ceci n'était qu'une solution partielle du problème, parce que ça ne pouvait pas aux besoins d'argent pour manger et se déplacer, le Comité a amorcé des discussions avec « Franco-Terre d'asile ». Celle-ci a démontré une fois de plus son peu de souci de donner une solution au problème des réfugiés et a proposé d'envoyer un groupe dans un foyer à Clichy et le reste en province, tout ceci seulement pour le temps restant des 3 mois depuis l'entrée dans le pays. En plus, c'est « Franco-Terre d'asile » qui imposait les premiers sur la liste du foyer de Clichy, montrant une fois de plus le critère politique que cet organisme emploie pour les aider.

LA SITUATION ACTUELLE

Sans autre alternative, les réfugiés ont dû accepter cette « solution », mais le groupe qui devait aller en province a préféré couper les ponts avec cet organisme de contrôle policier et continue à subsister tant bien que mal dans les maisons de quelques Français.

Nous, les réfugiés politiques chiliens et boliviens de Choisy-le-Roi, considérons que cette attitude répressive et injuste ne reflète pas le sentiment fraternel que nous avons senti dans les foyers de travailleurs français où, là oui, nous avons trouvé une vraie France terre d'asile.



Foto 11b



QUELLE UNITE?

Photolib

Un soutien de masse à la résistance chilienne, soutien qui durera tant que la justice

Depuis le coup d'Etat, le problème de « l'unité de la résistance », de « l'unité des forces opposées à la dictature » n'a cessé d'être posé. Par les militants chiliens eux-mêmes et aussi par tous ceux qui se sont mobilisés en solidarité avec eux.

Entre les efforts des uns et les désirs des autres, entre les mythes et la réalité, il y a des problèmes fondamentaux sur lesquels il est impossible de rester muets. Il ne s'agit pas de « donner des leçons » aux camarades chiliens, péril moral derrière lequel se retranchent, intéressés ou pas, ceux qui ne veulent rien dire, ou n'ont rien à dire sur la question.

Il s'agit tout au contraire d'ouvrir le débat sur un problème crucial pour les futures luttes révolutionnaires au Chili, débat qui, selon nous, est partie intégrante de nos tâches de solidarité.

Pour nous, et afin que les choses soient claires d'emblée, « l'unité de la résistance », « l'unité des forces opposées à la dictature » pour reprendre les formulations le plus souvent employées, et bien qu'elles ne soient pas neutres, est indispensable à cette étape de la lutte. De plus, elle correspond sans doute aucun à un sentiment profond des masses chiliennes après la défaite.

Mais, cela dit, le problème reste entier dans la mesure où ce qui est en question, c'est le caractère et le contenu de cette unité.

Quelle est la situation exacte, six mois après le 11 septembre, à cet égard ?

Pour l'instant, malgré les efforts et aussi les concessions, cette unité n'est pas réalisée au Chili entre les organisations ouvrières et révolutionnaires déjà actives ou qui se réorganisent et se restructurent. Certes, la défaite, une répression sans relâche, la déstructuration des partis n'ont pas facilité les choses. Mais les contacts ont été maintenus ou renoués. Et si jusqu'à ce jour aucun accord unitaire significatif, aucune structure unitaire n'a vu le jour à l'intérieur, il ne faut pas en rechercher la cause dans des arguties d'ordre « technique » ou « organisationnel ». La cause en est fondamentalement politique. Des divergences stratégiques profondes opposent, nous en avons déjà parlé, entre elles ces organisations ouvrières réformistes et révolutionnaires, divergences qui parfois — c'est le cas du PS — traversent les organisations elles-mêmes.

A ce propos, les deux appels unitaires signés par les représentants de tous les partis de l'UP et du MIR à l'étranger ne doivent pas faire illusion. Ils ne corres-

pondent pas à la concrétisation d'une étape d'un processus unitaire à l'intérieur et correspondent plus aux « nécessités » du travail à l'extérieur du Chili, ou plus exactement, à ce que ces organisations ou leurs représentants croient être les nécessités du travail à l'extérieur (présenter un front uni face aux différents mouvements de solidarité et collecte unitaire ou plutôt partiellement unitaire des fonds recueillis).

Cette dichotomie entre « l'intérieur » et « l'extérieur », de même que le contenu de ces deux appels posent de sérieux problèmes. Nous y reviendrons.

Mais avant cela, il est nécessaire de revenir sur les causes de l'absence d'unité à l'intérieur : les divergences stratégiques.

LE MIR ET L'UNITE

Dès le lendemain du coup d'Etat, le MIR mettait en avant comme l'une de ses tâches prioritaires la réalisation de l'unité, la concrétisation d'une structure unitaire qui regrouperait les différents partis de l'Unité Populaire et lui-même. Réaction correcte et totalement justifiée face à l'offensive victorieuse réactionnaire et fascisante.

Depuis lors, le MIR a précisé à plusieurs reprises ses positions, sans pour autant aller dans le sens d'une clarification politique.

D'une part, dans un tract signé de son secrétariat national et diffusé largement à Santiago fin décembre et début janvier, il appelait à la création d'un « Mouvement de Résistance Populaire antigorille ». « Ce mouvement de résistance populaire, avec un programme de luttes pour la restauration des libertés démocratiques et pour la défense du niveau de vie des masses regroupera tous ceux qui sont disposés à lutter contre la dictature, militants d'un parti politique ou non » expliquait récemment Miguel Enriquez (déclaration du 20-1-74).

Ce mouvement, défini dans la même déclaration comme « un large bloc des forces sociales opposées à la dictature », doit être constitué, à la base, « de comités dans chaque usine, fundo, poblacion, lycée, université ».

D'autre part et de façon parallèle, le MIR appelle à la formation d'un Front Politique de la Résistance, « tâche prioritaire » insiste Miguel Enriquez, avec toutes les forces politiques disposées à combattre la dictature gorille ; et de préciser les secteurs en question : « Unité Populaire, secteur progressiste de la Démocratie Chrétienne, et le MIR »...

Il y a dans la définition de ces deux axes des flous, des imprécisions et surtout des

confusions quant au caractère des alliances qui peuvent très vite impliquer de graves glissements et des déviations non voulus ou même envisagés au départ par les camarades du MIR.

Non voulus, ou même envisagés, dans la mesure où les positions fondamentales du MIR quant aux tâches des révolutionnaires ou à la nature de la révolution à faire, telles qu'elles ont été maintes fois exprimées par le MIR avant et après le coup d'Etat, sont très claires : — La dictature ne tombera pas victime de ses propres contradictions.

— Toute illusion que sa chute pourrait être le fruit de l'accentuation des luttes inter-bourgeoises, toute illusion d'une modification pacifique de son orientation mènera à une seconde catastrophe.

— Seul un combat sous la direction du prolétariat des villes et des campagnes, la seule classe capable d'en assumer la direction, combat incluant différentes formes de lutte et principalement la lutte armée des masses, permettra d'en finir avec la dictature militaire.

— Cette fin de la dictature gorille doit être conçue comme un moment de la lutte plus fondamentale pour la révolution prolétarienne. (cf. les différentes déclarations du secrétariat national et de Miguel Enriquez depuis le 11 septembre).

A partir de ces données fondamentales correctes (et qui déterminent aujourd'hui les axes d'activité propres du MIR : travail prioritaire au sein de la classe ouvrière, reconstitution de noyaux syndicaux clandestins, préparation de l'organisation aux tâches de la lutte armée, lutte armée conçue de façon intimement liée au travail de masse et aux mobilisations des masses), comment expliquer les imprécisions et les confusions au niveau des rapports unitaires ?

Non pas, à notre avis, par des préoccupations tactiques, le flou « pouvant faciliter les choses »...

Mais par une vision erronée des rapports de force politiques au sein du mouvement ouvrier et, à partir de là, entre le mouvement ouvrier et ce que le MIR appelle le « secteur progressiste de la démocratie chrétienne ».

« La défaite du 11 septembre n'est pas la défaite de la classe ouvrière, mais celle d'une stratégie réformiste, du réformisme » nous expliquent les camarades du MIR.

C'est vrai. Cela dit, bien que défait politiquement, organisationnellement aussi, lors du coup d'Etat, le réformisme stalinien ou social-démocrate a des racines profondes dans l'histoire du mouvement ouvrier chilien. Il a modelé la conscience de

la grande majorité des travailleurs chiliens et, si la radicalisation de la classe ouvrière durant les trois années de l'UP lui a porté un coup sérieux, la situation actuelle, paradoxalement, lui fournit une base objective de renaissance et de développement.

Les nécessités immédiates, pressantes, de la lutte pour les libertés démocratiques, de la lutte pour la défense du niveau de vie des travailleurs, nécessités qui s'imposent à tous — militants révolutionnaires compris — sont un terrain favorable pour cette renaissance et ce développement. Les contradictions internes de la bourgeoisie chilienne, symbolisées par l'attitude de la Démocratie Chrétienne, constituent un point d'application réel et possible pour sa stratégie étapistes et de collaboration de classe.

D'autant que l'attitude de la DC, sa démagogie populiste, lui donnent de sérieux atouts — malgré l'interdiction dont elle est frappée pour se reconstituer en tant que force politique cohérente et crédible, notamment dans les secteurs importants de la classe ouvrière.

Toute stratégie révolutionnaire au Chili doit aussi partir de ces données fondamentales.

Toute stratégie révolutionnaire doit donc inclure une bataille politique claire, explicite contre les orientations et la pratique des réformistes, staliniens ou sociaux-démocrates.

Tout projet unitaire ou frontiste, toutes les batailles des révolutionnaires pour impulser et réaliser ce front doivent partir de cette contradiction — l'assumer et non la gommer.

Il doit affirmer d'emblée le caractère de classe d'un tel front. Considérer que c'est là une bataille centrale par rapport à la stratégie du PC par exemple, qui vise à diluer ce front dans une stratégie de collaboration de classe, qui par l'intermédiaire de concessions politiques aux secteurs bourgeois, revient à se mettre à la remorque de ces secteurs bourgeois opposés à l'actuelle politique de la dictature.

Et c'est seulement à partir de la réalisation d'un tel front de classe, programmatiquement et organisationnellement délimité, que peuvent — et même doivent dans le cas du Chili — être envisagées les alliances tactiques avec les secteurs bourgeois opposés à la dictature, ou comme le dit le camarade Enriquez « les secteurs progressistes de la Démocratie Chrétienne ». Ce n'est pas, à l'évidence, la démarche des camarades du MIR.

(à suivre)

Jean-Pierre BEAUVAIS

Les luttes de femmes ont connu une évolution par bonds historiques et furent toujours traversées par de multiples clivages.

C'est toujours dans la foulée de mouvements révolutionnaires que les femmes ont pris conscience de la façon la plus aiguë de leur exclusion des vastes exigences nouvelles qui jaillissent.

HIER LA REVOLUTION BOURGEOISE

Les femmes privilégiées se sont senties rejetées par la révolution bourgeoise qui s'exprimait pourtant en terme de « droits universels » mais qui ne représentait que les droits du chef de la famille patriarcale issue de la société précapitaliste.

Leurs aspirations s'exprimaient dans les termes généraux, humanistes, moraux d'une période où le prolétariat n'était pas encore constitué en classe, où les confrontations sociales majeures n'avaient pas encore vu le jour.

Elles avançaient des thèmes très « progressistes » dans les rangs même du mouvement ouvrier naissant.

Mais leurs revendications restaient celles d'une élite visant à s'émanciper dans le cadre de la société bourgeoise, avec une aspiration centrale à la culture et à la propriété.

Les femmes du prolétariat ne pouvaient guère se reconnaître dans de telles aspirations : la culture et la propriété n'étaient pas un privilège à partager avec leur égal. Elles ne partageaient que sa misère effroyable et assumaient seule la double journée de travail sans pouvoir même percevoir l'énormité de leur oppression, imaginer que cela ne soit pas « naturel ». La première des préoccupations ne pouvait être que diminuer la sur-exploitation des femmes et des enfants prolétariés, que mettre fin à la concurrence au sein du prolétariat (femmes briseuses de grèves), que la conquête du droit de grève et d'organisation.

LA COMMUNE

Avec les premières luttes ouvrières, avec la Commune et la 1ère Internationale, les premiers clivages de classe apparaissent parmi les femmes en luttes : clivages sur les mots d'ordre, clivages sur les alliés choisis, sur la société considérée comme la cadre où l'émancipation des femmes pouvait se réaliser : socialisme ou capitalisme. Les premiers tâtonnements des féministes socialistes étaient marqués par les limites mêmes du socialisme utopique. Mais dès la fin du XIXème siècle, deux grandes courants existaient : les féministes socialistes, issues de la classe ouvrière ou de couches moyennes prolétariées (institutrices, etc.) qui voyaient la solution de l'oppression des femmes dans la prise en charge de cette lutte par le mouvement ouvrier, sur des mots d'ordre centrés sur la collectivisation des tâches ménagères et de la prise en charge des enfants (c'est à cette époque qu'apparaît l'innovation des crèches), et pour un bouleversement total de la société par l'abolition de la propriété privée. Les féministes bourgeoises restaient au contraire sur le terrain des privilèges de leur classe (y compris contre le suffrage universel), les défendant contre la montée du mouvement ouvrier (cf. clivages parmi les féministes anglaises face à la question du droit de grève), soutenant la guerre impérialiste et s'opposant (pour des raisons ambiguës) à la législation protégeant les travailleuses dans l'entreprise.

AUJOURD'HUI LA REMONTEE DES LUTTES DES FEMMES

Après une longue période de disparition, la remontée des luttes dans les années 60 voit le développement de nouveaux mouvements de femmes.

Malgré son caractère radical, le mouvement de libération des femmes est resté aux Etats-Unis sur le terrain de revendications démocratiques bourgeoises et s'est trouvé dominé et canalisé par les forces libérales bourgeoises qui lui ont donné sur ce plan limité, satisfaction (abolition des lois répressives contre l'avortement). Les organisations politiques du prolétariat n'ont pas été en mesure de donner d'autres objectifs, à contenu prolétarien et à

dynamique anti-capitaliste, à la frange la plus radicale du mouvement. Celui-ci est donc retombé.

En Europe, et tout particulièrement en France, c'est une période de remontée des luttes ouvrières, de crise de l'emprise des directions bureaucratiques réformistes et stalinienne sur le mouvement ouvrier, de crise profonde des valeurs bourgeoises, de scolarisation et de prolétarianisation des femmes, que les mouvements de femmes ont rejailli. Ici comme avant, c'est la mobilisation autonome des femmes qui a forcé tous les courants politiques à se préoccuper de leurs problèmes et à prendre position. Ici comme ailleurs aussi les perspectives de ces mouvements seront liées à la capacité qu'ils auront de se donner des objectifs de lutte. Ce qui dépend en partie des courants politiques qui la traversent, mais aussi des rapports de forces entre classes et des thèmes précis de luttes susceptibles de maintenir une mobilisation massive des femmes. Enfin, ici comme ailleurs, le mouvement est obligé de se définir : quelle solution ? Solution



individuelle par la prise de conscience ? Et après, quoi faire, peut-on s'abstraire de la société où l'on vit ? Créé des communes de femmes ? Refuser d'avoir des enfants ? Et celles qui en veulent ? Celles qui veulent aussi travailler — c'est l'essentiel des femmes du mouvement. Peuvent-elles séparer leur oppression de femmes de celle qu'elles subissent en tant que travailleuses ? Comment combattre efficacement l'ensemble ? Avec qui lutter ? Pour quelle société ?

C'est là le débat crucial et qui traverse aujourd'hui l'ensemble du mouvement de femmes.

Il peut et doit se mener, sans en exclure à priori quiconque.

Mais il ne doit pas empêcher d'agir et de s'organiser différemment celles qui apportent des réponses différentes, c'est-à-dire de clarifier concrètement dans l'action, les objectifs de chacune.

QUELS CLIVAGES ?

Il y a celles qui peuvent se permettre de rejeter à la fois l'homme et le travail

Enfin il y a celles qui, décidées à se battre farouchement contre leur oppression de femmes, en participant au mouvement de femmes, se sentent solidaires de la lutte de classe et aussi décidées à gagner à leur lutte l'ensemble des travailleurs.

Les luttes impulsées par un tel mouvement de femmes qui cherche à lier l'oppression à la réalité de classe, iront à la rencontre du désir d'intervention de la partie la plus combative de tels courants. Null(e) ne doit être exclu(e) de ces luttes.

Un tel mouvement, sur des bases de lutte de classe, tend en effet à se dégager aujourd'hui, davantage comme réalité de fait que sur la base d'une « adhésion » consciente à une plate-forme définie. Si nous, militantes révolutionnaires, en sommes partie prenantes, le mouvement ne doit pas pour autant se restreindre aux seules militantes révolutionnaires. Bien au contraire, son impact et sa force sont liés à son caractère de masse. S'il a gagné — et doit encore gagner — en cohésion, c'est au travers du débat et du bilan de ses expériences propres pour mieux définir sa place, ses objectifs et thèmes de lutte, ses alliés. Le mouvement de femmes aujourd'hui ne gagne ni en se réduisant à un groupuscule féminin par la « sélection » de marxistes convaincues, ni en cherchant l'union à tout prix de toutes les femmes au prix d'une dilution des mots d'ordre, au prix d'un isolement face au mouvement ouvrier.

LE MOUVEMENT DE FEMMES QUE NOUS VOULONS

Ce mouvement doit :

- dénoncer et mettre en évidence l'oppression spécifique des femmes, permettre une prise de conscience collective de cette oppression,

- mettre en évidence à qui profite cette oppression : d'une part en démontrant comment elle se combine avec l'oppression de classe, et surtout comment elle sert l'ordre moral bourgeois, l'accumulation de super-profits sur le dos de travailleuses, les divisions dans la classe ouvrière,

- prendre l'initiative de luttes radicales contre toutes les discriminations envers les femmes, au travail, dans la famille, sur le plan de la vie quotidienne.

- entraîner dans sa lutte l'ensemble du mouvement ouvrier et tous ceux que notre détermination contribuera à désaliéner de siècles d'idéologie patriarcale rétrograde et à lutter pour le socialisme.

C'EST POURQUOI

Le 8 mars, nous soutiendrons l'initiative des groupes femmes qui ont décidé de renouer avec les traditions de lutte et, loin de sacrifier à un rituel figé, nous participerons au lancement de larges débats dans les entreprises, les quartiers, les facultés et les lycées sur l'ensemble des manifestations de l'oppression des femmes.

Le 6 avril, nous reviendrons dans la rue massivement et unitairement à l'appel du MLAC pour exiger, avec les groupes femmes qui auront rejoint cette lutte mixte :

- Avortement et contraception libres et remboursés par la Sécurité Sociale !

- Crèches gratuites, de qualité, ouvertes 24 h sur 24 h.

- Centres de contraception dans les entreprises, les facultés, les lycées !

C. VERLA

(1) pour le moment la manif du 6 n'est appelée que par le MLAC. La réponse définitive des organisations qui soutiendraient n'est pas encore arrivée. D'ou l'appel paru dans Rouge, la semaine dernière, était erroné : seule la signature du MLAC aurait dû paraître en bas d'appel.



Fotolib

la mobilisation contre la réforme fontanet **COMMENT LUTTER ?**

« Former des individus aptes à vivre dans la société telle qu'elle est ». Edgar Faure a le langage direct, et quand il définit ainsi, dans son livre « Apprendre à être », les buts de l'éducation, il éclaire du même coup les racines des mobilisations périodiques que connaît la jeunesse scolarisée, qu'elle soit rassemblée dans les lycées, dans les facultés ou dans les CET.

Car la masse des jeunes refuse cette « société telle qu'elle est ». La crise de l'école des patrons est désormais permanente. Cette crise, c'est celle des valeurs bourgeoises, celle d'une classe dominante sur son déclin, qui ne fait plus recette, celle d'un vieux monde, ramassis de profiteurs et de matraqueurs de moins en moins crédibles. Cette crise, c'est aussi celle du système de formation lui-même : de plus en plus encombrante, sans cesse agitée, l'école revient de plus en plus cher, elle n'est pas « rentable », elle ne forme pas la main d'œuvre docile, moutonnaire et bien pensante que réclament patrons, députés UDR et godillots de tous poils.

ECHEC A FONTANET

En renforçant la sélection sociale, en rentabilisant au maximum, et en rétablissant l'ordre scolaire, le projet de réforme du ci-devant et ancien ministre de l'Éducation Nationale, Fontanet cherche à remettre cet édifice ébranlé sur ses pieds, à mettre la jeunesse sous la tutelle du patronat.

Lycéens, étudiants, et élèves du technique frappés par la loi Royer, sœur jumelle du projet Fontanet, refusent cette réforme bourgeoise de l'école. C'est pourquoi l'ensemble des luttes éparses des mois précédents, de l'opposition à l'augmentation des tickets de Resto-U dans les facultés, à la prise en main des 10 % de liberté, surveillée dans les lycées, tous les aspects du fameux « ras-le-bol ».

convergent aujourd'hui autour du thème unificateur de refus de la réforme Fontanet.

Dans les lycées le 4 mars, une coordination centrale regroupant 90 établissements en lutte contre la réforme, a décidé d'appeler à une manifestation centrale, au départ du lycée Turgot, et à la grève, lors de la journée de mobilisation du 7 mars.

Mardi 5, une dizaine de lycées, dont les lycées techniques, étaient touchés par la grève. Un d'entre eux, le lycée technique Dorian, a été fermé par l'administration, alors qu'au lycée Arago un envoyé du ministère tentait également d'imposer la fermeture.

À l'université, le même climat de mobilisation règne. La faculté de Montpellier est en grève depuis deux semaines, après un passage du chevalier Ajax de l'éducation, Fontanet, dans cette ville. Le mardi 5, la coordination étudiante parisienne s'est ralliée à l'initiative lycéenne du 7 mars. Une première coordination nationale est convoquée pour le week-end des 9-10 mars. Enfin des assemblées générales massives, regroupant un millier d'étudiants comme à Nanterre et Vincennes, préparent la journée de mobilisation du 7, alors que les facultés de Caen, Besançon, Villetaneuse sont en grève.

L'HISTOIRE NE SE REPETE PAS

Ce qui frappe au premier abord, ce

sont les différences de ce mouvement avec l'immense révolte de la jeunesse contre la loi Debré et l'armée du capital de mars-avril 1973.

La combativité n'est pas entamée. Malgré le maintien de la loi Debré par le pouvoir, elle est restée intacte, nourrie en permanence par la crise globale du régime, celle de ses institutions comme celle de l'équipe gouvernementale en place. Bien au contraire, dans les lycées, apparaît une frange radicalisée plus massive que l'an dernier, dépassant le simple refus de la réforme.

L'attentisme, constaté dans certains établissements ne vient donc pas d'une régression de la radicalisation de la jeunesse. À l'opposé, il est souvent issu d'une conscience nette de la nature et des objectifs de la mobilisation. Les étudiants, lycées et collégiens ont tiré eux-mêmes le bilan du mouvement de mars-avril 73. Ils ont compris que pour faire plier le pouvoir, et pour vaincre, le rapport de forces construit est décisif. Ils ne sont pas prêts à se lancer dans un long mouvement autonome de la jeunesse sans jonction avec les multiples luttes ouvrières, de la Saviem à Rateau en passant par le Crédit Lyonnais, qui frappent au cœur de la crise du capitalisme français.

Il n'y aura pas de répétition de l'an dernier au sens où les jeunes ont de plus en plus les yeux braqués sur l'arène sociale où s'affrontent travailleurs et patrons, où ils ont compris que cette lutte la était décisive, et que sans elle ils ne pourraient remporter de succès décisifs.

En ce sens, si toutes les conditions sont remplies pour un mouvement de la jeunesse, son ampleur dépendra des manifestations de la combativité ouvrière.

DEUX ECUEILS A EVITER

La mobilisation doit éviter deux écueils qui ne peuvent que dévoyer sa force et son impact.

Le premier pousse à une « dynamique parlementaire » de la lutte, centrant notre combat autour du vote de la loi par le Parlement en avril. Derrière cette position, défendue par les Jeunesses Communistes, se profile le programme commun. Les directions réformistes, et en particulier le PCF au travers de l'ensemble de ses secteurs militants dans l'Éducation Nationale (cf. les États Généraux du SNES sur Fontanet les 2 et 3 mars), veulent faire du mouvement contre la réforme une illustration de leur contre-projet, visant à démocratiser l'école, sans remettre en cause le capitalisme et l'État bourgeois.

Cette position amène les militants des J.C. de l'UNCAL ou de l'UNEF-Renouveau, à refuser en général le mot d'ordre, pourtant traditionnel, de « à bas l'école des flics et des patrons ». Pour eux l'école est neutre, simplement égarée en de mauvaises mains. Pour Pierre Juquin, responsable Éducation Nationale du CC du PCF, la France n'a-t-elle pas besoin d'un Jules Ferry et ne serait-il pas « ce membre du gouvernement d'Union Populaire qui (...) mettra en œuvre une réforme démocratique ».

Pour nous, au contraire, il ne s'agit pas de réformer l'École, de l'améliorer, de la démocratiser, car, tout simplement, c'est un objectif utopique, irréalisable : l'école est par essence, par nature, par origine un appareil de sélection sociale, de diffusion de l'idéologie bourgeoise. Cette école là, elle n'est pas amendable, il faudra la détruire et seul l'avènement au pouvoir des travailleurs le permettra.

Première liste des meetings publics organisés par le journal « Rouge » sur le thème : « LES REVOLUTIONNAIRES FACE A LA CRISE DU REGIME »

| | |
|------------------|-----------|
| Vendredi 8 mars | St-Brieuc |
| Jeudi 14 mars | Rouen |
| Vendredi 15 mars | Sarcelles |
| Mardi 19 mars | Le Havre |
| Jeudi 21 mars | Evreux |

La seconde position erronée, en réaction à l'orientation réformiste des militants du PCF, pousse prioritairement au regroupement de la « gauche » lycéenne, étudiante - du mouvement et non à sa centralisation, à son extension en tant que mouvement de masse. Cette position s'illustre dans l'attitude du groupe « Révolution », qui, en faculté, se bat souvent pour l'exclusion a priori des réformistes des comités de mobilisation ou des Comités Contre la Réforme Fontanet (CCRF).

Vouloir faire adopter au mouvement, alors qu'il n'en est qu'à ses premiers pas, les positions d'une tendance politique, ne peut conduire qu'à un éclatement prématuré, au gré de la cartellisation. Cela signifie-t-il, comme l'écrit « Révolution », dans son édition du 1er mars, que Rouge « en voulant faire alliance avec les réformistes prépare(nt) le dévoilement de la lutte contre la réforme Fontanet vers des mouvements de pression parlementaire » Bien évidemment, non !

Nous devons en permanence mener bataille contre les orniers capitulardes dans lesquelles les réformistes voudraient embourber le mouvement, bien évidemment les marxistes révolutionnaires doivent éduquer la masse des lycées, étudiants et collégiens, bien évidemment ils doivent pousser à la politisation, à la radicalisation du mouvement, condition d'une lutte prolongée contre le pouvoir, bien évidemment, ils doivent même préparer les jeunes en lutte à rompre avec tout dévoilement de la mobilisation par les tenants de l'Union de la Gauche.

Mais cette éducation ne peut être réalisée que si, au préalable, nous avons mobilisé la majorité des lycées et étudiants.

QUELS OBJECTIFS ?

Aujourd'hui l'organisation de la bataille contre Fontanet doit se faire sur les axes suivants :

Après le 7 mars, développer en profondeur l'agitation, autour de nouvelles échéances avant les vacances de Pâques fixées au 22 mars. C'est la tâche des comités de mobilisation et des comités contre la réforme Fontanet.

Donner une vie plus démocratique au mouvement. Pour l'instant, la grève n'étant que partielle, le mouvement n'est pas animé par une coordination de comités de grève élus en AG par établissement, forme supérieure de la démocratie durant la lutte. En conséquence, le lien privilégié de contrôle, de vote des mots d'ordre du mouvement, reste les Assemblées Générales par lycée, faculté, CET...

Unifier dans la lutte l'ensemble de la jeunesse, en joignant en particulier la jeunesse pré-ouvrière du technique, confrontée à des conditions de répression et d'encasernement sans équivalent.

Affirmer concrètement la solidarité avec les luttes ouvrières, pour construire le rapport de forces face au pouvoir : collectes pour les grévistes, contacts avec les comités de grève du Crédit Lyonnais, recensement avec les Unions Locales CGT ou CFDT, forums lors de grèves...

Joseph Krasny



cet des enseignants révolutionnaires

1. Les 2 et 3 mars s'est tenue à Paris la deuxième rencontre des enseignants révolutionnaires des CET, dont les premiers regroupements avaient eu lieu à la fin de la grève sabotée de la rentrée 72. Cette tendance, qui ne se veut pas seulement syndicale ou intersyndicale, regroupe les militants révolutionnaires syndiqués de toute appartenance (surtout au SNEPT-CGT) et non syndiqués. Près de 70 enseignants représentant leurs camarades de la région parisienne et de nombreuses villes de province ont participé à cette rencontre.

Les militants, qui ont en commun certaines critiques fondamentales des directions traditionnelles du mouvement ouvrier, se fixent pour objectif la création de liaisons horizontales, démocratiques entre sections et militants de base, en jetant dès maintenant les bases de l'unité syndicale dans une perspective de lutte révolutionnaire.

Les camarades des CET se proposent de travailler dans deux directions essentielles : enseignants, élèves.

2. La plate-forme revendicative concernant les enseignants et les enseignants en formation, s'oppose et aux mots d'ordre et aux formes d'actions proposés par les directions syndicales.

Les mots d'ordre concernant la sécurité de l'emploi se retrouvent au centre de leur plateforme : pas un seul licenciement, pas un seul déplacement, titularisation immédiate des MA en fonction et formation en ENNA, pour la défense et l'amélioration des conditions de travail, réduction des effectifs des classes, suppression complète des heures supplémentaires...

Plus encore que dans les autres secteurs de l'enseignement, la question de la sécurité de l'emploi est d'une actualité brûlante, presque d'ores et déjà, 2000 à 3000 licenciements sont prévus, puisque des enseignants de certaines académies (Nice, Montpellier par exemple) ont reçu l'ordre de déposer une demande de mutation.

3. Le soutien aux luttes de la jeunesse pré-ouvrière des CET est un point essentiel, qui opère une cassure dans le milieu enseignant lui-même. Qu'il s'agisse de revendications élémentaires (Incurriture, locaux, conditions de travail, droit d'expression) ou d'une remise

en cause globale de l'école capitaliste et de la société, les luttes des collégiens se heurtent en permanence à une discipline insupportable qui a pour fonction essentielle de les préparer à l'ordre de l'usine et de la société capitaliste.

Certains camarades enseignants ont mis l'accent sur la nécessité de créer des comités de lutte enseignants-élèves, à partir de leur expérience propre. Cette expérience a été jugée intéressante, mais encore trop isolée pour servir de modèle généralisable. La position retenue vis-à-vis des formes de lutte des élèves est finalement synthétisée dans le texte suivant :

« Contrairement aux réformistes qui soutiennent que la principale forme d'organisation des jeunes du technique devrait être « le syndicat des élèves », les enseignants révolutionnaires des CET estiment que les mobilisations de la jeunesse contre l'embrigadement passent à côté des organisations de type syndicale et que les objectifs réformistes se trouveront rapidement dépassés dans les mouvements à venir.

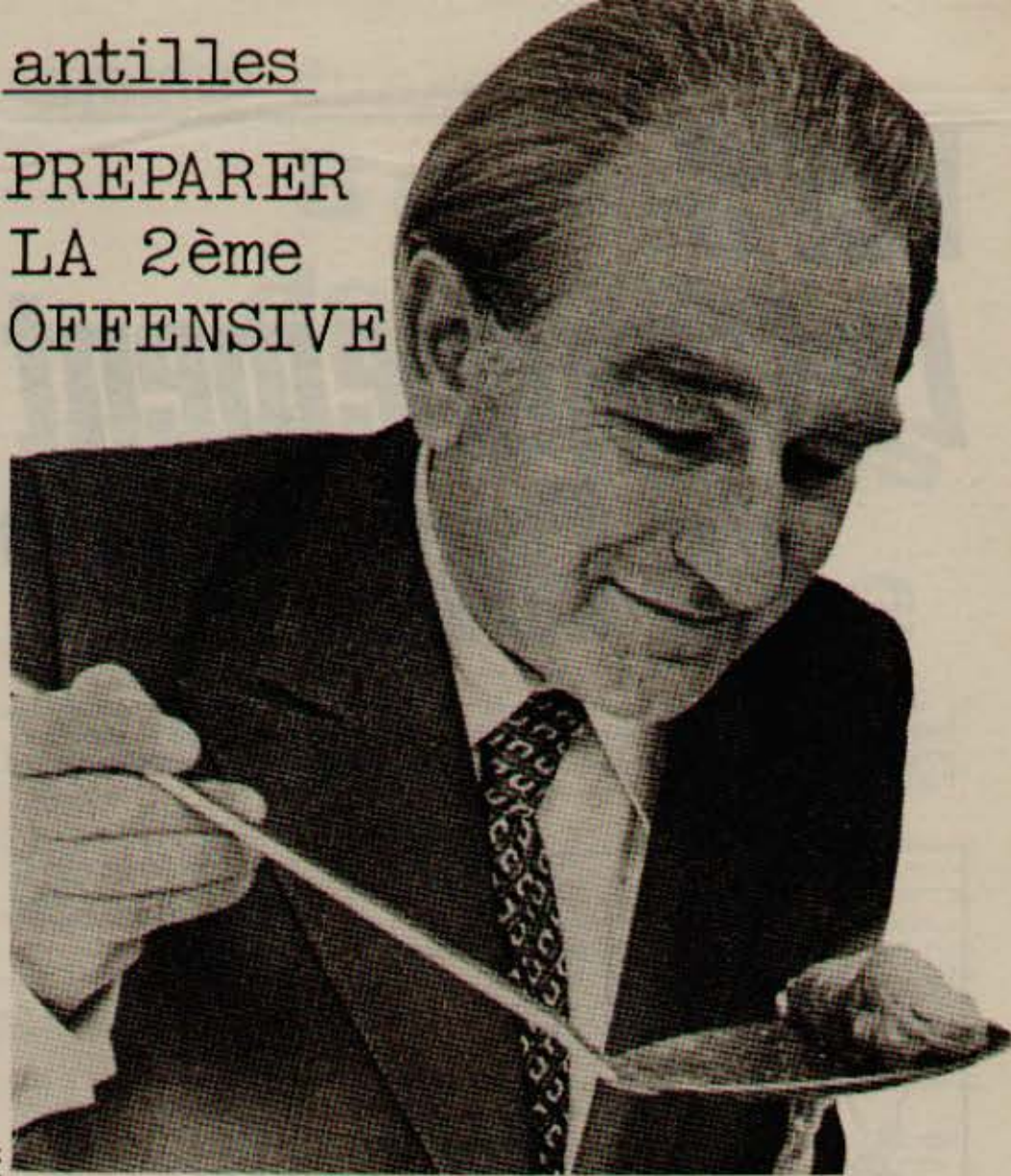
La tendance révolutionnaire des CET se prononce pour la création de comités de lutte unitaires des élèves du technique. Elle estime que ses militants ainsi que les organisations révolutionnaires doivent favoriser la naissance de ces comités permettant aux élèves des CET de faire l'expérience de l'organisation démocratique des luttes.

Elle engage les enseignants révolutionnaires du technique à choisir leur camp, à être partie prenante du mouvement des jeunes contre le système disciplinaire des CET, partie intégrante de l'ordre capitaliste.

Le développement de la tendance, ses premières apparitions publiques (bulletins, cortège du 6 décembre...) encourage ses militants à travailler à son renforcement, en développant travail local, assises régionales, propagande dans les ENNA, en soutenant les luttes des élèves, mais surtout en prenant des initiatives de lutte dont sont incapables les bureaucrates réformistes.

Les organisations révolutionnaires, à leur niveau de responsabilité propre seront aux côtés des militants enseignants et des élèves dans les mobilisations qui se préparent.

antilles PREPARER LA 2ème OFFENSIVE



D.R.

Comiti, nouveau ministre, dégustant la rascasse.

Exit Stasi — Et avec lui la « réforme », c'est-à-dire la volonté d'une partie de la bourgeoisie française de faire évoluer le statut directement colonial des colonies d'Amérique — par trop archaïques et plaçant la France bonne seconde derrière le Portugal dans la liste des pays colonisateurs — en une forme néo-coloniale de domination, tout aussi ferme mais plus souple.

Arrive Comiti — Et avec lui la ruine des SAC et des CDR de Marseille, fixés sur leur plan de répartition des « éléments suspects » dans les stades de la ville. De Comiti à Stasi, il n'y a pas mille lieues : Stasi, ministre, ne laissa-t-il pas assassiner deux travailleurs martiniquais sans broncher ? Mais par contre les nuances ne manquent pas. Comiti : tous les airs d'un parent de Foccard, le même type de personnel, le genre godillot docile des tâches de coulisse.

Comiti aux TOM-DOM, cela signifie clairement que le pouvoir a opté pour une politique à poigne, que le lobby du millier de colons qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs martiniquais l'a emporté, bref que les colonies, dorénavant, ça ne devra pas bouger un poil ! Foccard, son copain, a d'ailleurs des lettres de noblesses significatives : emmence grise des possessions coloniales africaines, plongé jusqu'au coup dans l'affaire Ben Barka, il est lui-même fils de colon de la Guadeloupe et possède une entreprise d'import-export qui s'enrichit fort de trafics divers avec les colonies.

L'agitation anti-impérialiste en France n'en est que plus nécessaire. D'autant plus que la première offensive des travailleurs antillais en Martinique n'a pas été écrasée, comme l'explique l'éditorial de « Révolution Socialiste » (N° 30 - 22-2-74) journal du GRS, section antillaise de la IVème Internationale. Le chômage, la vie chère, les bas salaires resteront toujours le lot quotidien des travailleurs martiniquais. Et aujourd'hui, combattifs comme hier, dans les semaines à venir, ils demanderont sans aucun doute des comptes à ceux qui les exploitent depuis trois siècles.

J. Krasny



« Ils nous prennent nos enfants pour en faire soi-disant des hommes, voilà comment ils nous les rendent » un membre de la famille de Francis Roux, appelé victime de l'oppression militaire

Le 9 février, Francis Roux, un appelé de 21 ans, se jette du haut d'une fenêtre et meurt d'une fracture du crâne dans la cour du CM 16, centre voisin du 92. Aussitôt la hiérarchie militaire veut faire croire à un accident dû à une mystérieuse maladie. La thèse est absurde, elle est abandonnée au profit d'une thèse encore plus absurde : le crime !

Non ! Francis est mort parce qu'il ne pouvait plus supporter l'abrutissement de la caserne aggravé au CM 16 par une tension nerveuse de tous les instants provoquée par des excès de service.

A l'enterrement près de St Flour, les gradés n'ont pu parler impunément et réciter tranquillement leurs tirades hypocrites et patriotards. Les anti-militaristes étaient là pour porter témoignage sur les véritables responsables. Silencieux et dignes à la mesure de la douleur de la famille et de l'émotion des camarades de Francis (une délégation de soldats était présente), ils ont déposé sur la tombe un drap rouge sur lequel était inscrit : « A notre camarade victime de l'oppression militaire », et pendant que le commandant discourait sur le service de la patrie, ils déposèrent chacun leur tour une fleur rouge sur la tombe.

Furieux, le commandant appela les gendarmes et leur ordonna d'arrêter les anti-militaristes à la sortie du cimetière. Très gênés, les gendarmes s'exécutèrent dans l'hostilité générale.

L'opération « enterrement en tricolore » était ratée. Il fallait s'y opposer, d'abord pour la mémoire de Francis dont les sentiments anti-militaristes étaient connus, pour ses camarades du contingent ensuite. L'armée n'aura pas « récupéré » la mort de Francis.

Correspondant

En 73, deux appelés se suicident au 92ème R.I. stationné à Clermont Ferrand. Au début de l'année 74, dans ce même régiment, le caporal Bay meurt d'épuisement au retour d'une manœuvre dans la neige et le froid. Il était malade avant le départ mais la crevure de service avait claironné bien haut : « Ceux qui se font porter malade sont tous des pédés... Ils entendront parler de moi ! ». Bay n'a pas osé braver les menaces de la hiérarchie militaire, Bay a obéi, Bay en est mort...

Quelques jours plus tard les deux candidats aux élections législatives de l'ex-Ligue Communiste passaient en procès à Clermont pour avoir diffusé un tract au contingent du 92ème. Deux mois en prison avec sursis et 1500 F d'amende ! Le tract dénonçait en particulier le rôle répressif de l'encadrement militaire, la toute puissance d'assassins galonnés que l'affaire Bay révéla dramatiquement.

La chasse aux anti-militaristes s'est ouverte avec ce procès. 5 militants du GARM doivent passer en procès à leur tour. Le mouvement anti-militariste de Clermont ne se taira pas pour autant. Ses assauts seront à la mesure du scandale permanent du 92ème R.I.

Extraits de l'éditorial de « Révolution Socialiste », journal du GRS, section antillaise de la IVème Internationale.

« L'offensive ouvrière du premier trimestre 74 voit s'achever actuellement sa première phase. Confirmant avec éclat ses analyses du premier congrès du GRS, l'activité des masses constitue un début de réponse aux exactions d'un capitalisme et d'un impérialisme en crise.

Pendant une dizaine de jours, la classe ouvrière a contemplé avec émerveillement une partie seulement de son invincible puissance. Ouvriers du bâtiment, ouvriers agricoles, dockers, ouvriers municipaux, ouvriers boulangers, travailleurs des usines à sucre, employés du commerce, de l'hôtellerie, des banques se sont massivement engouffrés dans la brèche ouverte dès novembre par ceux de « France-Antilles », en décembre par ceux de la SPDEM, en janvier par les lycéens. Pendant dix jours la maison des syndicats s'est trouvée comme il se doit au cœur du pays, au centre de ses espérances.

Inversement, cette puissante lame de fond a jeté l'effroi dans les rangs de la bourgeoisie, de son gouvernement, de ses valets. Prise de panique, la bourgeoisie a fait feu. Le sang des travailleurs martiniquais a une fois de plus rempli les mains des bourreaux colonialistes. Deux morts, de nombreux blessés. Pour quelques modestes revendications, le prix payé est incroyablement lourd.

Mais la classe ouvrière n'est ni écrasée, ni découragée. La lutte continue. Et pour cause. Les maigres résultats obtenus (les 35,50 F pour les ouvriers agricoles ou la promesse de 25% pour les ouvriers boulangers par exemple) ne tarderont pas à se révéler dans toute leur insuffisance. Non seulement la hausse vertigineuse des prix a déjà anéanti la portée des conquêtes, mais encore des problèmes essentiels (les conventions collectives, les 12 points des syndicats, la question de France-Antilles, etc.) ne font l'objet que de promesses d'examen ministériel ou de négociations sectorielles prévues pour fin mars.

Il y a gros à parier que les travailleurs n'attendront pas sagement jusque là. Le répit qu'ils se sont donné, ils doivent le mettre à profit pour tirer un premier bilan et se donner les moyens de concrétiser ce qui déjà constitue malgré tout un début de victoire. Déjà, des centaines de travailleurs ont fait l'expérience de l'absence de direction réelle du mouvement, de l'absence d'une véritable stratégie de la part des syndicats, de l'incapacité des réformistes à offrir des perspectives réelles à la combativité exemplaire mais en partie impuissante des masses.

D'importantes leçons doivent être tirées de tout cela. Le GRS, partie prenante d'un mouvement qu'il a largement contribué à faire surgir aussi bien dans les entreprises que dans les lycées, aidera les travailleurs à tirer le bilan qu'il faut.

Vers l'effondrement de l'empire ?

Le prolongement de la famine sahélienne qui touche l'Éthiopie depuis bientôt 2 ans et les récentes secousses intervenues dans l'armée ont seuls, pour le moment, réussi à tirer l'Éthiopie de l'ombre dans laquelle la laissait l'actualité internationale.



UN REGIME FOSSILE

Officiellement gouvernée par une dynastie « dont la lignée descend sans interruption de Menelik Ier fils de la reine de Saba et du roi Salomon de Jérusalem » (constitution article 1er), l'actuel empire éthiopien est en fait le produit direct des conquêtes qui devaient sanctionner l'hégémonie de la province centrale du Choa sur la mosaïque d'ethnies et de principautés qui formaient l'ancien empire chrétien « tri-millénaire ».

Les différentes confessions religieuses, chrétiennes, musulmanes, païennes, la multitude d'ethnies (plus d'une cinquantaine de langues parlées) s'entrecroisent et se superposent aux classes sociales faisant de l'empire un vaste conglomérat maintenu par la centralisation du pouvoir entre les mains de l'église et de l'aristocratie. L'église chrétienne éthiopienne est l'un des piliers fondamentaux de l'Etat. La religion chrétienne est religion d'Etat et le patriarche, « al-ouna », fait partie du conseil de la couronne. Profondément ancrée dans le monde rural dont elle ordonne et contrôle étroitement la vie quotidienne (près de la moitié de l'année est jeûnée). Dirigée par un clergé pléthorique de 200.000 membres, remarquable par son obscurantisme, elle jouit d'un pouvoir immense sur des populations vivant en quasi autarcie, en détenant à elle seule près de 40 % des terres cultivables du pays. Cette église doit cependant coexister avec les religions concurrentes païennes mais surtout musulmane (40 % de la population) situées pour l'essentiel aux marches de l'empire, d'autant plus inquiétantes pour celui-ci qu'elles recouvrent dans bien des cas l'existence d'entités politiques au passé historique différencié.

L'amharique est la langue officielle de l'Etat. Bien que minoritaires (3 millions sur 25 millions d'habitants) les amharas constituent l'ethnie dominante, accédant au haut clergé, aux distinctions aristocratiques, militaires et gouvernementales. L'unité, fruit de la poigne coercitive de Menelik II reste très fragile aujourd'hui. Des heurts éclatent sporadiquement parfois soigneusement organisés par le pouvoir, entre les tribus des différentes ethnies, cependant c'est

particulièrement contre l'ethnie dominante qu'apparaissent de véritables révoltes armées « régionales ». (témoin la lutte que menèrent pendant 8 ans les nationalistes du Balé).

La noblesse se recrute presque exclusivement dans les ethnies chrétiennes, dans les franges amharisées des Tigréens et des Gallas enfin dans les familles de la région de Choa. Cette aristocratie terrienne qui fournit les cadres du clergé et de l'Etat est sans cesse renouvelée par des distributions de titres et de terre aux membres de l'armée et de la police. Elle est avec l'Eglise le deuxième pilier de l'Empire.

La paysannerie constituant plus de 90 % de la population est surexploitée. Elle doit à la fois subir les « contributions volontaires » prélevées par les gouverneurs, les perceptions levées par l'Eglise, enfin les brimades d'une armée qui vit sur le pays. Le métayer par exemple doit donner 50 à 75 % de sa récolte au propriétaire. Les impôts, le chômage, enfin la famine s'accroissent sans cesse étant bien souvent à l'origine de révoltes paysannes armées qui ne dépassent guère toutefois le stade de la jacquerie. Le contrôle minutieux qu'exercent la police, l'armée et le clergé sur la population rurale permet d'éliminer rapidement les meneurs et d'empêcher ces révoltes encore isolées de dépasser un certain stade. Celles-ci restent encore isolées des luttes que mène un prolétariat à peine embryonnaire (noter les grèves très dures, les travailleurs du chemin de fer franco-éthiopien) et des étudiants qui s'ils ont pu faire temporairement reculer le pouvoir en 69 payent à chaque fois par une répression implacable et sanglante le rôle prioritaire qu'ils ont pu jouer dans la dénonciation d'un régime despotique.

L'EFFET DESTRUCTEUR DE LA FAMINE

Considérée comme le grenier à blé de l'Afrique de l'Est, potentiellement très riche, première exportatrice de bétail d'Afrique, l'Éthiopie est depuis deux ans ravagée par une famine que le pouvoir a désespérément essayé de cacher le plus

longtemps possible. Le système féodal de propriété du sol bloquant toute modernisation en est le principal responsable. (78 % des terres appartiennent à 0,2 % de la population). Ayant déjà causé la mort de plus de 100.000 personnes, et en menaçant aujourd'hui directement 5 millions, la famine tend à faire éclater les structures sociales traditionnelles entraînant des milliers de familles à s'exiler vers les grandes villes où sévissait déjà un chômage généralisé. Des régions entières sont ainsi désertées, laissant les cultures à l'abandon et multipliant du même coup l'effet de la famine dans les villes. Pour toute mesure, le pouvoir annonce généreusement qu'il ne lèvera pas l'impôt cette année dans les régions sinistrées ! Cela aurait été difficile...

Aux méfaits de la famine, se cumulent les contre-coups de la hausse du prix de l'énergie qui se fait aujourd'hui très durement sentir dans les villes. La récente grève des chauffeurs de taxis en était la conséquence directe.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la révolte de l'armée forte de 45.000 hommes entraînés par des instructeurs israéliens et français : elle est le troisième pilier de l'empire, le premier à être sérieusement ébranlé. Le renchérissement du coût de la vie, les privilèges exorbitants accordés aux gradés, le recrutement sensiblement accru de soldats et de cadres moyens dans des couches plus populaires ou dans des ethnies périphériques, ont contribué à faire entrer l'armée dans l'illégalité. Il faut néanmoins se garder d'assimiler l'armée éthiopienne aux différentes variantes d'armées putschistes « progressistes » du tiers-monde. L'armée éthiopienne possède une structure et des caractéristiques historiques entièrement différentes. Il s'agit en fait d'une armée « nationale » encadrée par l'aristocratie amharas qui puise ses traditions à la fois dans sa lutte contre les différentes tentatives colonisatrices, en particulier italienne, et dans les véritables guerres impérialistes que mena Menelik II contre les régions périphériques au Choa, reprises récemment par Haile Sélassié qui annexa en 1962 l'Erythraée. En temps qu'outil coercitif essentiel dans les mains de l'Etat qui lui alloue 30 % de son budget, ayant un régime de privilège indéniable au regard du reste de la population, étant lié intimement dans son organisation hiérarchique au régime féodal de la propriété, elle laisse moins que d'autres armées filtrer ses tendances modernistes, pro-capitalistes, voir progressistes au niveau le plus bas de sa hiérarchie. On doit cependant noter aujourd'hui la pénétration de corps étrangers, Gallas, Somalis, Afars, Musulmans sont à présent enrôlés. Ce fait, joint à la crise générale de la société éthiopienne explique en partie l'origine et les limites du mouvement qui vient de secouer pour une grande part l'armée éthiopienne.

Si des tendances réformistes ont pu y voir le jour, isolées, elles ont forcément du s'arrêter aux portes du palais impérial. Numériquement faible (45.000 hommes) divisée, sans perspectives politiques claires, sans le soutien d'une paysannerie qu'elle a contribué à pressurer, méfiante pour le moins vis-à-vis du mouvement étudiant, l'armée alors qu'elle contrôlait effectivement tous les points stratégiques du pays, ayant limogé ses chefs les plus réactionnaires à du rentrer dans les casernes, se contentant de vagues promesses de l'empereur, même si la démission de son gouvernement, prouva que celui-ci ne détenait pas réellement toutes les rênes du pouvoir.

La pression du vieux monde agraire éthiopien, la puissance du clergé capable de mobiliser les paysans par dizaines de milliers, ont bien plus que le respect voué au Négus, empêché les militaires de franchir le seuil.

C'est la dernière barrière qui les séparerait du pouvoir. Le mouvement de l'armée éthiopienne ne peut déboucher pour l'instant sur aucune ouverture politique stable.

En ce sens, la contradiction principale consiste en la nécessité pour l'impérialisme d'empêcher une destruction totale du pays, d'entamer une politique de modernisation et l'absence d'une équipe dirigeante, s'appuyant sur une base sociale, suffisamment large. En ce qu'elle exacerbe les contradictions au sein de l'Etat, la révolte de l'armée accélère objectivement l'introduction du capitalisme et la destruction du féodalisme.

13 ANS DE LUTTE ARMEE

Le premier bénéficiaire en sera le FLE qui profitant des failles ouvertes au sein du pouvoir impérial, vient d'amorcer l'intensification des opérations militaires. Depuis 13 ans, les guerilleros du FLE tiennent en échec les troupes éthiopiennes. Constituant de longue date une entité économique, historique, politique, autonome de l'Éthiopie, l'Erythraée fut annexée par le Négus en 1962, afin d'assurer à l'Éthiopie un débouché sur la mer et de piller l'industrie naissante.

Depuis, les maquis érythréens n'ont cessé de gagner du terrain contrôlant aujourd'hui près de 60 % du territoire situé essentiellement dans les zones rurales. Parallèlement, la lutte urbaine se développe, grèves, manifestations, actions militaires (récente attaque du O.G. des troupes éthiopiennes à Asmara) témoignent de l'accentuation de la popularité de la résistance nationale dans les villes.

Ni la destruction massive du cheptel érythréen, ni l'exode de dizaines de milliers de paysans éthiopiens touchés par la famine vers l'Erythraée, ne peuvent venir à bout de la résistance.

A.Dastarac. M.Levant

QUATRIEME INTERNATIONALE

N°13 nouvelle série
N°54 ancienne série
JAN-MARS 1974

revue éditée
par le comité exécutif international
de la IVème internationale

sommaire

FRANCE

Pour que la France ne soit pas le Chili
Le PCF et l'armée (Michel Lequenne)

AMERIQUE LATINE

Sur le stalinisme en Amérique Latine (Carlos Rossi)

THAILANDE

Après le renversement de la dictature militaire (Pierre Rousset)

AUTRICHE

Sur l'histoire du trotskysme en Autriche (Raimund Loew)

ETUDE

Mouvement fasciste et fascisme au pouvoir (Edgardo Pellegrini)

LIVRES

Mais pour qui se prend Samir Amin ? (Jacques Valier)



cordoba

quand la police prend le pouvoir

La police de Cordoba, seconde ville du pays, se soulève. Elle arrête, séquestre, puis libère le gouverneur élu de la province, Obregon Cano. Lequel entre dans la clandestinité avec la majorité de son gouvernement. Enfin, le pouvoir fédéral, sous l'autorité de Peron même, ratifie de fait le coup de force...

C'est un pas de plus dans le sens d'une normalisation qui, depuis le retour au pouvoir de Peron, en septembre dernier, démasque le nouveau régime et déchire les rangs peronistes.

● Selon un vieux classique du marxisme, lorsque l'histoire se répète c'est en farce. Le second règne peroniste en constitue une illustration nouvelle. Le dictateur glisse vers la sénilité. Sa seconde compagne, la vice-présidente Isabelle, tient mal le rôle d'Evita. Les affiches du couple présidentiel qui couvrent Buenos Aires sentent la super-production hollywoodienne en technicolor.

Peron a été élu en septembre avec 61 % des suffrages. Mais ce retour était déjà la conclusion d'un premier acte. En mai dernier, l'élection à la présidence de Campora, péroniste fidèle, avait semblé mettre un terme à l'ère de la dictature militaire. Les portes des prisons étaient enfoncées. Les travailleurs interprétaient la défaite des militaires comme leur victoire. Le fait est que ces élections constituaient une tentative de la bourgeoisie pour canaliser vers les urnes un mouvement ouvrier ascendant qui risquait d'opérer la jonction avec les organisations révolutionnaires armées.

Mais craignant de voir le gouvernement Campora débordé par la vague populaire, l'oligarchie argentine donna dès juillet un coup d'arrêt en obligeant Campora à démissionner. L'élection de Peron en septembre ne représente que l'épilogue du coup d'Etat à froid de juillet. Elle en est le prolongement.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner devant la trajectoire du régime péroniste. Elle s'inscrit dans une courbe qui part du coup de juillet. La première décision de Peron, le jour de son investiture, fut l'interdiction de toutes les tendances de l'ERP (Fraction Rouge, ERP 22 et ERP majoritaire) et de leur presse.

Ensuite, la physionomie du nouveau régime n'a fait que se préciser :

- signature entre Gelbard (président de la confédération patronale CGE et ministre de l'économie) et Rucci (secrétaire de la CGT) d'un « pacte social » qui sacrifie les revendications ouvrières aux besoins de la « reconstruction nationale » ;

- vote d'une loi syndicale qui porte de 2 à 4 ans la durée des mandats syndicaux et consolide ainsi la bureaucratie syndicale de plus en plus liée à l'appareil d'Etat ;

- vote de la loi dite de préscindibilité qui permet le déplacement des fonctionnaires et qui a permis d'exclure de l'Université Ortega Pena et Eduardo Duhalde, directeurs de l'hebdomadaire de gauche « Militancia » ;

- normalisation à l'université combinant une campagne mac-carthyste contre le marxisme et des mesures d'intimidation contre les enseignants et les recteurs réputés progressistes ;

- enfin, vote d'un code pénal, en janvier dernier, qui renoue avec les traditions de la dictature. La veille du vote, les militants de l'ERP avaient occupé la caserne de blindés Azal au sud de la capitale. Moyennant quoi la police avait saisi en plein Buenos Aires et brûlé dans la rue l'édition d'« El Mundo », quotidien que l'on dit dirigé par le PRT-ERP. Après le vote du code pénal, plusieurs députés de la jeunesse péroniste avaient demandé une entrevue à Peron, espérant aplanir discrètement les difficultés. Mais le vieux roublard, loin de leur accorder une entrevue intime, les accueillait devant les caméras de télévision : résultat, après le vote, certains jeunes péronistes n'eurent d'autre issue que de démissionner du parlement.

LA MARINE ARGENTINE APRES LA MARINE CHILIENNE

En ce qui concerne son anti-impérialisme, le gouvernement Peron a également lâché du lest. Il a d'abord accordé des crédits au régime de Pinochet avec lequel il a ensuite conclu, le 6 novembre, des accords bilatéraux de coopération énergétique. De même en octobre se sont déroulées les célèbres manœuvres communes avec les Etats-Unis : le 14ème exercice « Unitas ». L'armée chilienne, occupée ailleurs, en était pour la première fois absente. En revanche, l'Uruguay et le Brésil participaient à ces régates blindées. Par crainte d'incidents avec la population, les navires américains mouillaient à Port-Belgram et non à Buenos Aires comme d'habitude.

Autres incidents significatifs : la grève de la compagnie pétrolière YPF. Le motif de cette grève fut le remplacement du général Fatigati, démissionnaire, par un certain Venturini, proche du ministre Gelbard et connu pour ses liens avec les monopoles yankees. Aussitôt, Peron intervint en personne pour faire cesser la grève. C'était en novembre.

LE SECOND REGNE A COMMENCE PAR UN MASSACRE

Pour comprendre la mutinerie policière de Cordoba, il faut également savoir que le retour du péronisme au pouvoir n'a en rien impliqué une remise en cause de l'appareil répressif mis en place par la dictature.

Et jamais la répression parallèle n'a désarmé.

Fait hautement significatif : le jour même du retour de Peron, le 20 juin, restera désormais dans le calendrier comme l'anniversaire d'un massacre. Celui de l'aéroport d'Ezeiza où la bureaucratie syndicale ouvrit le feu sur la foule venue accueillir Peron. Autre élément



Foto/ib

significatif : malgré la campagne populaire, aucune poursuite n'a été engagée contre les responsables du massacre de Trelew, le 22 août 72. Et si le gouvernement Campora avait amorcé une épuration timide de la hiérarchie militaire, le gouvernement Peron a tenté dès son avènement une campagne de réhabilitation de l'armée, en organisant des grands travaux civiques connus sous le nom d'Operativo Dorego où militaires et jeunes péronistes travaillaient côte à côte avant que les seconds ne défilent devant une tribune occupée par les premiers ! Quant à la police de Cordoba, celle qui s'est mutinée, elle était connue pour ses tendances d'extrême-droite représentées par le lieutenant-colonel Chiappe (un nom prédestiné !). Dans son numéro, du 20 septembre 73, « Militancia » rappelait les exploits de cette police : l'assassinat de Pichon Gimenez arrêté alors qu'il peignait sur un mur les slogans de l'ERP ; la répression contre les travailleurs du quartier San Francisco et contre les militants des syndicats de lutte de classe et la participation en sous-main aux actions armées de prétendus « commandos civiques » contre leurs locaux.

LES JAPONAIS ONT CHOISI LE BRESIL

Le renversement du gouverneur Obregon Cano par la police cordobaïse, et avec la bénédiction de Peron lui-même, illustre l'ampleur des contradictions qui secouent le mouvement péroniste.

Dès les années 40, le péronisme a conservé son idéologie populiste et sa base populaire. Dans la mémoire des

UNE QUINZAINE COMME LES AUTRES

■ Depuis le retour de Peron, la répression contre le mouvement ouvrier ne s'est en rien ralentie. Et lorsque la répression légale s'est atténuée, c'est que les intimidations et assassinats perpétrés par les commandos de la droite et de la bureaucratie syndicale y suppléaient avantageusement. Témoins, ces statistiques, pour la seule première quinzaine d'octobre 73, d'attaques contre le mouvement ouvrier :

- bombes : 13
- mitraillages de locaux : 9
- intimidations violentes : 12
- assassinats : 4

Total : 38, soit deux actions et demi par jour.

Chronique de ces attentats :
Le 3 oct. : assassinat à St Nicolas de José Colombo qui travaillait au journal « Le Nord », accusé par tract les jours précédents d'employer des collaborateurs communistes et trotskystes.

Le 4 oct. : à Cordoba, 20 personnes armées occupent la Banque Sociale de la province pour exiger la démission d'un responsable accusé de marxisme.

Le 4 oct. : à Buenos Aires, Julian Vianu, délégué du syndicat des transports attaqué chez lui par des « matons » qui l'attachent à un arbre et le battent pour exiger sa démission.

Le 5 oct. : à Cordoba, Gallardo, secrétaire général du syndicat du téléphone, est attaqué, brûlé, abandonné dans une voiture. En réchappe miraculeusement.

Le 9 oct. : à Buenos Aires, un autre délégué des transports, Arca, secrétaire général d'une section de la JTP (jeunesse ouvrière péroniste) est enlevé pendant

trois jours, battu, brûlé, et torturé.

Le 9 oct. : à Buenos Aires, un local d'un groupe étudiant de gauche est occupé en grande pompe par la police qui arrête des étudiants accusés sans preuves de détention d'armes.

Le 10 oct. : à Buenos Aires, plaza de Maya, des ouvriers qui manifestent contre l'enlèvement de Arca sont battus, tandis que des employés (en civil) du Ministère du Bien-Etre Social arrêtent et torturent des journalistes dans les locaux mêmes du ministère.

Le 12 oct. : à General Pacheco, quelques 25 individus armés pénètrent dans un quartier populaire. Ils obligent Nemesio Aquino, ouvrier, président du Comité de Défense des Héros de Trelew, à sortir du local. Et ils le fusillent dans la cour, et frappent sa femme et ses fils, selon les voisins, les voitures du commando étaient escortées par un car d'assaut de la police.

Le 14 oct. : un fonctionnaire de la banque centrale de Rosario, Constantino Razetti est tué d'une rafale en rentrant chez lui.

Le 15 oct. : à Buenos Aires, deux individus armés se présentent à l'entreprise Costera Criolla et menacent un concierge en exigeant de rencontrer Ramon Veron, délégué syndical lié à la JTP.

Ce n'est qu'un échantillon, en octobre 73, sous Peron, de la violence quotidienne du capital.

d'après
« Lucha de Classe »,
bulletin du
Groupe Ouvrier Révolutionnaire



travailleurs, il évoque une sorte d'âge d'or, et l'essor d'un syndicalisme puissant. Pour la petite bourgeoisie, des miettes substantielles, pour la grande bourgeoisie, une ère d'industrialisation. Toutes ces classes sociales avaient pu, inégalement, tirer satisfaction d'une conjoncture internationale exceptionnellement favorable.

Dans la conjoncture actuelle, le péronisme ne peut réaliser aucun miracle. Sa popularité, son populisme inter-classiste, la confiance et le prestige dont il jouit, lui permettaient de réclamer et d'obtenir partiellement une trêve sociale. Mais le temps est compté. Et la voie est étroite. Encore plus depuis le coup d'Etat chilien, qui complète dans le cône du Sud du continent la chaîne des dictatures : Uruguay, Brésil, Bolivie. Pour pouvoir payer de miettes son crédit auprès des travailleurs, le régime doit obtenir d'urgence des investissements étrangers de capitaux. Or, la situation argentine n'offre guère de garanties aux grandes firmes. Tant du point de vue social : l'explosivité des luttes ouvrières constitue une menace permanente pour les profits. Que du point de vue plus immédiat : l'enlèvement de PDG et le rançonnement des firmes se poursuit au rythme de un « séquestre » par semaine ! Ainsi les capitalistes japonais ont-ils déjà choisi le Brésil comme zone d'investissement sûre, grâce à l'écrasement policier de la classe ouvrière. Et rien ne laisse prévoir d'importants investissements européens vers l'Argentine.

Dans ces conditions, l'harmonie de la collaboration ne peut s'instaurer entre les classes sociales argentines. Et la montée des tensions traverse le mouvement justicialiste (péroniste) lui-même. Après le meeting du 17 octobre à Cordoba, organisé par la jeunesse péroniste, le conseil supérieur du justicialisme a publiquement excommunié les journaux « Ya », « El Descamisado », « Militancia », officieusement liés aux groupes armés péronistes de gauche (Montenaros et Fuerzas Armadas Péronistas). Après ce même meeting où les dirigeants Montenaros, Firmenich et Quieto, avaient dans leurs discours réaffirmé « la loyauté envers les travailleurs et la libération », plus qu'envers le président, le conseil supérieur du mouvement avait déjà envisagé l'expulsion d'Obregon Cano et de Campora lui-même, coupables d'avoir envoyé des messages à ce meeting. Récemment, Quieto a été arrêté à Rosario.

Aujourd'hui, la ratification par Péron du coup de force de Cordoba, marque un nouveau pas à droite du régime. Une suite logique au vote du code pénal. Les problèmes posés à la gauche péroniste n'en sont que plus aigus : les contradictions atteignent un point de rupture. L'avenir de la révolution argentine dépend pour beaucoup de la capacité des militants révolutionnaires à intervenir dans cette crise. C'est ce que nous traiterons dans un prochain numéro, à partir d'une discussion avec nos camarades de la Fraction Rouge du PRT-ERP.

D. Bensaïd

DES LENDEMAINS DIFFICILES

La fonction principale des élections parlementaires britanniques était selon la direction du conservateur Heath de désamorcer une explosion ouvrière massive. L'accumulation de luttes ouvrières dans différents secteurs industriels, posant le problème des salaires face à l'inflation, le problème de l'emploi face aux licenciements, avait déterminé une attitude de plus en plus dure de la part du gouvernement Heath qui opta pour une opération politique de diversion dont l'issue lui a été défavorable.

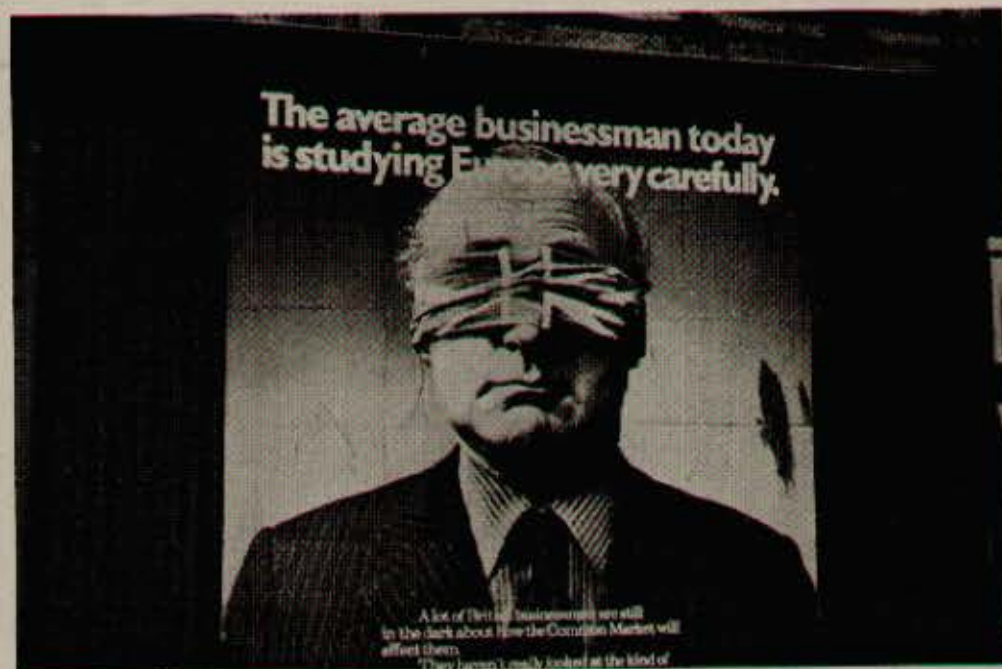
La crise sociale et politique que connaît la Grande-Bretagne présentement n'est que l'expression britannique de la crise politico-sociale que l'Europe capitaliste subit depuis mai 68 qui va s'élargissant à d'autres pays et s'approfondissant politiquement. Ainsi, les crises de direction bourgeoises ouvertes ou larvées visibles en Italie, en France, en Belgique et maintenant en Allemagne donnent un éclairage explicatif aux manifestations britanniques de cette crise. Devant les difficultés qui en viennent à paralysier l'action des directions bourgeoises conservatrices, l'hypothèse de l'Etat fort se renforce comme solution éventuelle à une situation sociale de plus en plus troublée, avant tout marquée par l'élévation considérable de la conscience et de la combativité ouvrière. Les mesures et manœuvres traditionnelles des directions bourgeoises pour canaliser la combativité ouvrière et endiguer le flux des luttes ouvrières annarissent très limitées dans leur effet : les élections britanniques en témoignent.

Au moins sur un point, Heath a obtenu ce qu'il cherchait dans l'opération électorale, décompresser la tension sociale dangereuse, mais au prix de son départ. Il est très indicatif pour mesurer comment ces élections et leurs résultats sont perçus par la classe ouvrière britannique que le départ de Heath a été obtenu par les mineurs en grève qui mettaient en balance le départ de Heath pour parvenir à une solution et reprendre le travail. Les tractations de trois jours menées par Heath pour constituer un gouvernement de coalition avec le Parti libéral qui s'y est refusé ont eues pour effet principal d'augmenter la mobilisation ouvrière post-électorale et donc de lui donner un cours politique ouvert pour la constitution d'un gouvernement travailliste. Un autre élément, celui-ci interne au camp de la bourgeoisie, démontre l'ampleur de la crise en cours : les jeunesses du Parti libéral dont le cours militant est incontestable (participation comme telles à des manifestations de l'extrême-gauche britannique sur le Viet-Nam) ont agité la menace de la scission si la direction de ce Parti s'engageait dans une coalition avec le gouvernement Heath, même au prix d'une réforme du système électoral dans le sens de l'adoption de la représentation proportionnelle qui donnerait aux libéraux une dimension parlementaire en rapport avec leur base électorale. Comme de nouvelles élections vont se tenir dans les six à huit mois à venir, la mise en application d'une loi de réforme du système électoral n'aurait lieu qu'après les prochaines élections qui auraient vu la liquidation par écrasement des libéraux si ces derniers s'étaient accordés avec les conservateurs pour mettre sur pied une coalition parlementaire.

La venue au pouvoir d'un gouvernement travailliste minoritaire au Parlement est avant tout le produit de la pression ouvrière, que l'entêtement de Heath à rester en place ne pouvait que nourrir. Il apparaît en toute vraisemblance que si la situation sociale a été désamorcée dans son caractère explosif, la montée ouvrière va se poursuivre sous la forme d'une crise prolongée dont le coût social et politique est très élevé pour le système capitaliste lui-même d'une manière générale, mais le Parti travailliste n'échappera pas à l'épreuve des grèves.

Ce que va faire le gouvernement travailliste

Sa victoire électorale va aider à



décompresser pour une période seulement la situation, sur le front de la lutte pour les salaires après la grève des mineurs. La situation en ce qui concerne l'emploi et les licenciements dépend de la concertation entre le gouvernement travailliste et le patronat et les échéances sont sombres dans ce domaine. Des usines sont menacées d'occupation par les travailleurs directement impliqués par les fermetures ; un gouvernement travailliste mené par Wilson navigue sur une mer instable dont il ne contrôle pas la violence des flux.

Des concessions immédiates à la classe ouvrière sont nécessaires pour accréditer en son sein le gouvernement travailliste pour la période des six à huit mois jusqu'aux prochaines élections. Ces concessions ont un double objectif : garantir pour le gouvernement Wilson une victoire électorale large et en même temps calmer la classe ouvrière de façon à gouverner dans le calme et replâtrer durablement l'économie britannique. Pour cela, les concessions doivent être de taille et déjà sont avancées les hypothèses de l'abrogation des lois sur le droit de grève (Industrial Relations Act) et sur l'augmentation des loyers (Housing Finance Act) que des secteurs très importants de la population refusaient de voir appliquer et les occupations de logement commencent à s'étendre. Enfin, le contrôle des prix sur l'alimentation pour limiter les effets de l'inflation s'ajoutera à ce train de mesures travaillistes ainsi que de probables nationalisations pour plus tard. L'objectif essentiel du gouvernement Wilson sera d'amener tôt ou tard les syndicats britanniques à faire accepter par les travailleurs une formule des revenus qui exprime exactement la nature du gouvernement travailliste : utiliser une certaine confiance des travailleurs pour participer à la remise en ordre de l'économie capitaliste britannique.

L'insécurité de Wilson

Des débordements politiques sont le « danger » le plus immédiat que les travaillistes craignent et ils sont justifiés dans cette inquiétude par des manifestations récentes et hautement positives de développements autonomes. D'abord dans les grèves où l'auto-organisation des travailleurs s'accroît d'un mouvement à l'autre et ensuite dans la jeunesse scolarisée. Une semaine d'action vient d'être décidée par les organisations étudiantes à la suite de mobilisations et de manifestations sur les

bourses que le précédent gouvernement a décidé de réduire : 20 blessés et 8 arrêtés à la suite d'une manifestation à Oxford. La riposte qui se traduit à ce jour par 3 collèges occupés et 12 autres en grève.

Rien n'est joué avec la venue au pouvoir des travaillistes. La conscience politique ouvrière alliée à la combativité et au renouvellement du potentiel combattif de la classe dans son ensemble.

La venue au pouvoir des Travaillistes s'est faite en plein milieu d'une montée intense de luttes ouvrières. C'est le rapport de forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière qui s'est transformé sur un fond de reconstruction du potentiel combattif de la classe ouvrière et le gouvernement travailliste ne peut que tenir compte de cette situation qu'il n'a pas contribué à créer mais dont il hérite, avec tous les risques pour sa politique de collaboration de classe.

Si l'issue des élections est désastreuse pour la droite bourgeoise, le gouvernement travailliste est loin de contrôler la situation de haute main. En fait, l'apparition de l'extrême-gauche révolutionnaire sur le terrain des élections est significative du changement des rapports des forces en cours entre bourgeoisie et prolétariat parallèlement à celui entre prolétariat et bureaucratie travailliste. La Grande-Bretagne est en train de gagner sa place dans la crise socio-politique de l'Europe continentale.

G.V. 5-3-74

